L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

Bureaux, No 73, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS

MARDI MATIN, 17 MARS.

COMPAGNIE d'Assurance Mutuelle des Citoyens

DIXIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:—

Total des primes pour l'année expirée le 30 novembre 1866		$386,315 36
Primes d'incendie	$231,429 64	
Primes de mer	98,212 61	
Primes de rivières	56,673 70—	$386,315 36
Moins les risques non expirés	$ 47,946 00	
Primes remboursées	2,942 05—	50,888 05
Montant net des primes		$335,427 30
Pertes payées:		
Pertes par l'incendie	$162,194 98	
Pertes sur les mers	104,111 22	
Pertes sur les rivières	18,047 28	
	$284,353 48	
Réassurance	10,462 11	
Remboursements de vingt et de vingt-cinq pour cent	20,019 74	
Plus, les frais, les taxes de revenu intérieur, les profits et pertes, l'intérêt sur le scrip, l'intérêt au moins, etc	31,281 81—	296,116 84
Bénéfice nets		$ 39,310 65
Montant net des primes le 30 nov. 1866		$335,427 30
Moins le montant sur lequel il a été remboursé vingt et vingt-cinq pour cent		176,666 30
Montant participant au bénéfice		$148,761 06
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
Effets		$ 38,106 37
Primes en voie de perception		110,967 06
Placé en bons de banques		71,301 50
Prêts sur garanties		25,427 70
Prêts sur hypothèques		12,267 43
Placé en bons de chemins de fer		9,350 00
Placé en scrip de compagnies d'assurances		50,052 00
En caisse		30,309 22
		$346,778 28

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

O. GAILLARD, Président.

H. CASTAREDE, secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 17 décembre 1866.

PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende scrip de vingt-cinq pour cent sur le montant net des primes participant au bénéfice, pour l'année expirée le 30 novembre 1866, dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de février prochain. Ils ont de plus résolu de payer six pour cent sur les certificats de scrip non encore payés, à partir du deuxième lundi de février 1866.

DIRECTEURS:

J. Lorber,	A. Miltenberger,
A. Verlein De Gruy,	J. Lemore,
Jhon Gauche,	L. Grand,
Jas. A. White,	T. Avendano,
O. Gaillard,	A. H. D'Mesa,
J. A. Stones,	F. Mathes,
	A. Sidault.

Bureau, rue Carondelet, No 3.

DIX-HUITIEME ETAT ANNUEL DE LA

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Crescent,

23 MAI 1867.

Les Directeurs, conformément à la Charte, soumettent l'état suivant des affaires de la Compagnie le 30 avril 1867.

Primes d'incendie dans l'année	$396,093 01	
Primes de mer dans l'année	160 885 76	
Primes de rivières dans l'année	284,577 35	
Total	$841,556 12	
Total net des primes		$756,734 54
Payé. Pertes par l'incendie	$110,482 48	
Pertes sur mer	124,502 47	
Pertes sur les rivières	287,967 02	
Taxes	33,060 44	
Payé. Profits et pertes, réassurances, escompte au lieu de scrip, intérêt, frais généraux, escompte	151,821 29—	706,529 70
Bénéfice net		$48,204 83
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
Effets à recevoir	$40,154 76	
Prêts sur bons et hypothèques	82 843 33	
Prêts sur garanties et actions	22,596 96—	145,595 09
Scrip étranger et du pays, compte de scrip	46,186 63	
Propriété foncière	79,000 00	
En caisse	135,118 97	
Bons consolidés 6 p. c	$30,000 00	
Bons de la ville	25 500 00	
Compte d'actions du Crescent	175,677 17	
Vallette Dry Dock Company	12,000 00	
Bourse des Marchands	1,000 00	
Compagnie d'allège et de sauvetage de la Nlle Orléans	500 00—	315,757 17
pour primes en voie de perception		79,376 44
Actif		$792,014 35
La Compagnie possède également:		
Bons et bons suspendus		$436,385 21
Compte de scrip forfait		7,853 54
Intérêt non réclamé		9,295 56

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS A. ADAMS, Président.

HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

PAROISSE D'ORLEANS, Ville de la Nlle-Orléans.

Assermentés et souscrit par devant moi, ce 22 mai 1867.

G. H. BRAUGHN, Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

La Compagnie payera un intérêt de SIX pour cent, comptant, sur les certificats non encore payés de scrip, aux porteurs des dits certificats, à partir du deuxième lundi de juillet prochain.

Les Directeurs ont en outre déclaré un dividende scrip de VINGT pour cent sur les primes acquises participant, pour l'année expirée le 30 avril 1867. Il sera émis des certificats, pour le dit dividende, à partir du premier lundi d'août prochain.

THOMAS A. ADAMS, Président.

SAMUEL H. KENNEDY, Vice-Président.

—DIRECTEURS—

John Watt,	A. G. Ober,
C. T. Buddecke,	J. Norman Jackson,
Samuel B. Newman,	A. Thomson,
P. H. Foley,	P. Simms,
William Edwards,	John Phelps,
	L. P. Spyker

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands.

TREIZIEME ETAT ANNUEL

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes reçues pendant l'année expirée le 31 mai 1867, y compris les primes non expirées de l'année précédente

Sur les risques d'incendie	$895,910 49	
Sur les risques de rivières	200,338 05	
Sur les risques de mer	337,231 32	
Total des primes	$1,433,479 86	
En moins.—Primes sur risques non expirés le 31 mai 1867	$224,182	
Primes remboursées	25,955 29	250,137 29
Montant net des primes le 31 mai 1867		$1,183,342 57
Pertes payées pendant l'année:		
Sur les risques d'incendie	$311,223 89	
Sur les risques de rivières	199,719 43	
Sur les risques de mer	278,627 60	
	$789,570 92	
Taxes	53,650 27	
Ré-assurances.—Dépenses, Profits, pertes, moins intérêts	83,302 44	926,523 91
Bénéfice net		$256,818 64
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
Propriétés foncières		$159,617 87
Billets garantis par hypothèques		501,980 16
Billets garantis par nantissements		100,007 50
En caisse		74,750 32
Actions de banques et de chemin de fer		142,735 00
Scrips de Compagnies d'Assurances		95,629 83
Effets à recevoir		56,639 89
Bons de la Ville		113,891 78
Effets à recevoir		36,715 16
Actions du Dry Dock Vallette		15,000
Actions de la Presse "Levee Steam"		5,000
Actions du "Marine Dry Dock"		2,950
Actions du "Merchants Exchange"		1,000
Actions du "Lightering Wrecking Co"		1,000
Bons de l'Etat		1,500
Total		$1,406,416 49
En mains		
Intérêts non réclamés, et intérêts à payer en juillet prochain	$95,364 12	
30 pour cent sur le capital du scrip de 1859, payable en juillet	59,548 50	
Primes sur risques non terminés le 31 mai 1867	224,182	$378,994 2
Actif net		$1,027,421 61

Le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.

PAUL FOURCHY, Secrétaire.

JOHN PEMBERTON, Président.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermenté et signé pardevant moi, le 6 juin 1867.

PAUL W. COLLENS, Troisième Juge-de-Paix.

A une Assemblée des Directeurs tenue le 6 juin 1867, il a été résolu de déclarer un dividende en scrip, de Vingt pour Cent sur les primes nettes de l'année, pour lequel des certificats seront émis le premier lundi de Juillet prochain. Il a été aussi résolu, le Second Lundi de Juillet prochain, TRENTE POUR CENT SUR LE CAPITAL DU SCRIP DE 1859 et Six pour Cent d'intérêt sur tous les scrips émis par la Compagnie.

— Directeurs. —

John Pemberton,	M. Puig,
Chs. Sagory,	David McCoard,
Pierre Fouta,	T. Maspero,
E. Q. Reif,	L. F. Généres,
J. J. Fernandez,	J. Morgan Hall.
E. Dussessoir	

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

TREIZIÈME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant:

Total des primes de l'année expirée le 28 février 1867		$836,130 13
Savoir Primes d'incendie	$403,778 83	
Primes de mer	201,377 22	
Primes de rivières	232,974 08	
En moins, primes remboursées	$ 4,413 10	
En moins, primes non expirées	40,294 00	$ 44,707 10
Montant net des primes		$791,423 03
Pertes payées.		
Pertes par l'incendie	$140,352 86	
Pertes sur mer	131,989 20	
Pertes sur les rivières	204,175 35	
	$476,517 35	
Réassurances	43,364 34	
Dépenses, taxes, intérêts, escompte, etc	56,273 87	
Escompte au lieu de scrip	77,770 35	
		$653,945 92
Bénéfice net		$139,477 11
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
Placés en propriétés foncières		$36,850 52
Placés en hypothèque sur propriétés foncières		65,982 50
Placés en bons de la ville et autres		82,230 00
Placés en actions de banque et autres		111,055 00
Placés en scrip de Compagnies d'Assurance		121,727 07
Prêts sur garanties		22,150 00
Effets		34,958 40
Primes en voie de perception		161,636 51
En caisse		162,833 31
		$739,448 31

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

CHAS. BRIGGS, Président.

J. P. Roux, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermenté et signé pardevant moi, ce 19 mars 1867.

PAUL W. COLLENS, Troisième juge de Paix.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende scrip de trente pour cent sur les primes acquises de l'année expirée le 28 février 1867, pour ce dividende il sera émis des certificats à partir du lundi [illegible].

Il sera payé, le deuxième lundi de mai 1867, aux porteurs ou à leurs représentants, six pour cent d'intérêt sur tous les certificats de scrip en circulation.

CHAS BRIGGS, Président.

ANT. CARRIERE, Vice-Président.

J. P. Roux, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

Charles Briggs,	A R Montgomery,
Ant Carriere,	Chas Weisner,
Geo A Fosdick,	A Lecourt,
Mason Pilcher,	Frank Williams,
R Brugier,	Thomas Byrne,
Chas Lafitte,	John Thornhill,
John S. Maunsell,	W A Violett,
P Anderson,	D Piaggio,
Alfred Kearny,	Hugh Macdonald,
A Frerichs,	Harlow J Phelps,
Geo W Dunbar,	Wm M Pinckard,
E F Stockmeyer,	Henry H Bryan,
Geo W Hynson,	John B Wallis,
Arch'd Montgomery,	J B Ehlers,
Henry J Voss,	George Foster,
E Marquese,	Andrew Stewart,

ETAT DE LA LOUISIANE.—Sixième Cour de District de la Nlle-Orléans.—Je certifie, par les présentes, que le onzième jour de février 1868, jugement a été rendu dans cette Cour, dans le procès intitulé dans les termes et chiffres suivants, savoir: No 20,655. Marianne Dazet, femme de Ferdinand Cais, contre son mari.—Sur motion de Fred. Buisson, avocat de la demanderesse dans cette Cour, sur production, à la Cour, de preuves à l'appui de la demande et la loi et les preuves étant en faveur de la demanderesse—il est adjugé et décrété que jugement soit en conséquence rendu en faveur de la demanderesse, Marianne Dazet, contre son mari, Ferdinand Cais, décrétant une séparation de biens entre eux et autorisant la demanderesse à gérer et à administrer ses biens.

Jugement signé le 19 février 1868.

(Signé) G. DUPLANTIER, Juge.

En foi de quoi, j'ai apposé ma signature et le sceau de la dite Cour, dans la ville de la Nlle-Orléans, ce 19 février de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-huit, et la 92e année de l'Indépendance des Etats-Unis.

ZACK J. DOWTY, Député Greffier.

mars—6,20,6av

ANNONCES PARISIENNES Publiées par M. H. GAILLARDET, No 21, rue TRÉVISE, PARIS.

OPPRESSION. **ASTHME**, SUFFOCATION,

et toutes les affections des voies respiratoires sont calmés à l'instant même et guéris par les TUBES-LEVASSEUR pharmacien, 19, rue de la Monnaie, Paris. Prix 3 fr.—Dépôts chez M. DUCONGE, et M. MAUNSELL & Co.

Prix: 2 fr. Prix: 2fr.

PAPIER ELECTRO-MAGNETIQUE DE ROYER PHARMACIEN

Remède infaillible pour la guérison des Rhumatismes, Douleurs nerveuses, Lumbago, Goutte, Névralgie, Paralysie, etc. | Rhumes, Bronchites, Grippes, Palpitation du cœur, Crampes d'estomac, etc.

POMMADE ROYER CONTRE LES HEMORRHOIDES

Les Fissures de l'Anus et les Gerçures du Sein

Prix: 3 fr. 50 le flacon.

POUDRE DIGESTIVE DE ROYER

PEPSINE ET S-CARBONATE DE BISMUTH.

Pour guérir promptement les

Douleurs d'estomac, Dispepsie, Aigreurs, Vapeurs vomissements, Diarrhées, Fièvres, Digestions difficiles, | Coliques venteuses, Entérites chroniques, Paresse de l'estomac, Chaleurs, Pituites, &c. Prix du flacon 3 fr.

CRÉOSOTE CHLOROFORMÉE

Remède infaillible contre les MAUX DE DENTS

Enlève à l'instant la douleur la plus vive, préserve et guérit pour toujours la carie.

Prix: 2 francs le flacon.

—Dépôt général chez M. ROYER, pharmacien, rue St-Martin, 225 à Paris.—A New-York, chez J. Milhau et Cie.: Broadway; Nlle-Orléans, MM. Maunsel et Bogel, droguistes, rue de Chartres; Havane, Serra et Cie., Fernandez et Cie.; L. Reverend, J. Royes; à Matanzas, Genouillac; à Santiago, Julio Trenard.

SIROP DE DIGITALE de LABELONYE

PHARMACIEN DE PREMIÈRE CLASSE A PARIS.

Employé avec un succès constant depuis 30 ans, par les Médecins de tous les pays, contre les Maladies organiques ou non organiques du Cœur, les diverses Hydropisies et la plupart des Affections de Poitrine et des Bronches (Pneumonies, Catarrhes pulmonaires, Asthmes, Bronchites nerveuses, Coqueluches, etc.)

Dépôt: Pharmacie Labélonye et Cie, No 19, rue Bourbon-Villeneuve, Paris.

A la Nouvelle Orléans, chez M. Ducongé droguiste; MM. Maunsell et Bogel, droguistes, rue de Chartres; Louis Castel et Schwab, pharmaciens; à New York, chez M. Fougera et M. J. Milhau, Broadway; à Mexico, chez M. Van Den Wyngaerdt et M. Maria Da, droguistes, et dans toutes les pharmacies.

CAPSULES-MOTHES

Approuvées par l'Académie de Médecine de Paris (Médaille d'honneur)

29, rue Sainte-Anne, Paris.

Les célèbres Médecins, chargés dans les hôpitaux de Paris du service des maladies contagieuses, attestent que les Capsules-Mothes constituent le plus efficace des traitements. Pour éviter les contrefaçons, dont quelques-unes ont été condamnées pour fraude dans le médicament, exiger au bas de l'étiquette du dessous de la boîte la signature: Felix Malteste et Ce, Imprimeurs à Paris.

PILULES de Carbonate ferreux inaltérable DE VALLET

Approuvées par l'Académie de médecine, les Pilules de Vallet sont employées avec le plus grand succès pour guérir les pâles couleurs et fortifier les tempéraments faibles et lymphatiques. Ce ferrugineux ne noircit jamais les dents.

Comme garantie d'origine, le nom de l'inventeur est gravé en creux sur chaque pilule comme ci-contre.

DEPOT

A la Nouvelle-Orléans, chez M. Ducongé, droguiste et MM. Maunsell & Cie, droguistes. — A New York chez M. J. Milhau & Cie, pharmaciens, et E. Fougera, droguiste.

DRAGÉES AU LACTATE DE FER DE GÉLIS & CONTÉ

4 f. LA BOITE 2 f. LA ½ BOITE

APPROUVÉES PAR L'ACADÉMIE DE MÉDECINE DE PARIS.

Il résulte de deux rapports adoptés par la dite Académie en 1846 et en juillet 1858, que les Dragées de Gélis et Conté sont le meilleur et le plus efficace des ferrugineux pour la guérison de la Chlorose (ou Pâles couleurs), des Pertes blanches, de la Débilité de tempérament chez les deux sexes et pour faciliter la Menstruation chez les jeunes filles.

Dépôt: Pharmacie Labélonye et Cie., 19, rue Bourbon-Villeneuve.—Paris.

A la Nouvelle-Orléans, chez M. Ducongé, droguiste, MM. Maunsell et Bogel, droguistes, rue de Chartres, MM. Louis Castel et Schwab, pharmaciens; à New-York, chez M. Fougera et M. J. Milhau, Broadway; à Mexico, chez M. Van Den Wyngaert et M. Maria Da, droguistes, et dans toutes les pharmacies.

DRAGEES D'ERGOTINE DE BONJEAN.

Médaille d'or de la Société de Pharmacie de Paris.

Elles sont employées avec le plus grand succès par les plus célèbres médecins européens contre les Hémorrhagies de toute nature, les Crachements de sang, les Dyssenteries et Diarrhées chroniques,—qu'elles guérissent en peu de jours;—contre les Engorgements et les pertes chez les femmes. Leur action énergique sur la circulation en fait un des meilleurs moyens pour combattre les Maladies de poitrine.

Dépôt: Pharmacie Labélonye et Cie, 19, rue Bourbon-Villeneuve—Paris.

A la Nelle-Orléans, chez M. Ducongé, droguiste; MM. Maunsell et Bogel, droguistes, rue de Chartres; Louis Castel et Schwab, pharmaciens; à New-York, chez M. Fougera et M. J. Milhau, Broadway; à Mexico, chez M. Van den Wyngaert et M. Maria Da, droguistes, et dans toutes les pharmacies.

DRAGEES DE CUBEBINE AU COPAHU DE LABELONYE

Ces Dragées, qui ont pour base le principe actif du Poivre de cubèbe uni au Copahu pur, ne fatiguent pas l'estomac. Elles arrêtent promptement les Ecoulements blennorrhagiques les plus rebelles, même ceux qui ont résisté au Cubèbe ou au Copahu pris isolément.

Dépôt: Pharmacie Labélonye et Cie, 19, rue Bourbon Villeneuve.—Paris.

A la Nouvelle-Orléans, chez M. Ducongé, droguiste, rue de Chartres; MM. Maunsell et Bogel, droguistes, rue de Chartres; Louis Castel et Schwab, pharmaciens, à New York, chez M. Boiggera et M. J. Milhau, Broadway; à Mexico, chez M. Van den Wyngaert et Maria Da, droguistes, et dans toutes les pharmacies.

WILLIAM S. TOOLE & Cie vs EMILE ROQUES.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans, No 21,750.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI quatorze d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues de l'Esplanade, du Quartier, des Remparts et Bourgogne, désigné par le numéro Deux, d'après un plan dressé par Pilié et De Pouilly, ingénieurs civils, daté du 3 mars 1836, et déposé en l'étude d'Adolphe Boudousquié, ci-devant notaire public en cette ville.

Ledit terrain mesure trente-et-un pieds onze pouces cinq lignes de face à la rue de l'Esplanade sur une profondeur de cent sept pieds huit pouces et une ligne limitrophe du No Un et une profondeur de cent sept pieds huit pouces et un pieds onze pouces et cinq lignes de profondeur, sur trente et un pieds onze pouces cinq lignes de largeur.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite des héritiers de la dame Marguerite-Caroline Deslondes, décédée épouse de Gustave-Toutant Beauregard, suivant acte au rapport d'Adolphe Boudousquié, en date du 17 mars 1866.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la paroisse d'Orléans.

13 mars—13,21,29—5,14 avr

La veuve O. LELIEVRE vs la dame ANNE W. JETER.

SIXIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No. 11,594.—En vertu d'un writ de fieri facias adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus à Harry T. Hays, ci-devant shérif et par lui à moi transféré, je procéderai, le SAMEDI vingt et un mars 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Deux terrains situés au faubourg Ste-Marie, dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues du Camp, Girod, Ste-Marie et Sud de la place Lafayette et désignés par les Nos Un et Deux, d'après un plan dressé par Alfred E. Forstall, député arpenteur, le 15 février 1852.

Les dits terrains sont contigus et mesurent, mesure américaine, chacun vingt-cinq (25) pieds de face à la rue du Camp, par cent quatre-vingts (180) pieds de profondeur, entre lignes parallèles; le No Un forme l'angle des rues du Camp et Sud.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, consistant en une maison en briques à trois étages connue sous le nom de: "Florence House," cuisine, etc. etc.

Le plan sera exposé à la Bourse quelques jours précédant celui de la vente.

Aussi—Quatre cent cinquante (450) actions sur le fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane, garanties par hypothèque sur la propriété ci-dessus décrite.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—L'acquéreur assumera le paiement d'un stock-note en faveur de la Banque des Citoyens de la Louisiane de la somme de huit mille cinq cents piastres ($8,500 00 (?a)) payable le 1er juillet 1868, lequel est renouvelable conformément aux termes de la charte de la dite Banque, et la balance du prix d'adjudication, comptant, au moment de l'adjudication.

Geo. W. AVERY, Shérif de la paroisse d'Orléans.

18 fév—27m 6,14,21

F. MARSOUDET vs HELOISE BOUDOUSQUIE

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 24 431—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le samedi vingt-huit de mars 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:—

Un terrain situé dans le Deuxième District de cette ville, côté sud est de la rue Bourgogne dans l'îlet borné par la dite rue Bourgogne et celles Ste-Anne, Du Maine et Dauphine, ayant, mesure américaine, trente-deux pieds de face à la rue Bourgogne, sur cent quatre-vingt-seize pieds sept pouces de profondeur, entre lignes parallèles.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, consistant en une belle maison de résidence en briques, dépendances et appartenances.

Cette propriété appartient à la défenderesse au moyen de l'acquisition qu'elle en a faite d'Alfred Marchand, suivant acte au rapport d'Octave Morel, notaire public, en cette ville, en date du 24 mai 1867.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la paroisse d'Orléans.

25fév—4,12,20,28mar

JOSEPH D. WEAVER vs THEOPHILE ANFOUX.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans — No 18,026 — En vertu d'un writ de saisie et vente adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, à Charles Bienvenu, ci-devant shérif, transféré par lui à Henry T. Hays, ci-devant shérif et par ce dernier à moi transféré, je procéderai le MARDI quatorze d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:—

Un terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Baronne, de la Commune, Carondelet et Gravier, et désigné par le numéro Un, d'après un plan dressé par A. S. Phelps, arpenteur public, en date du 13 mai 1848 et déposé en l'étude de L. T. Caire, alors notaire public en cette ville.

Ledit terrain ayant une façade de vingt et un pieds dix pouces et quatre lignes sur la rue Baronne, cent trente pieds sur une ligne qui le sépare d'une allée commune, cent trente-trois pieds trois pouces et quatre lignes vingt et un pieds cinq pouces et deux lignes, derrière sur une ligne qui le sépare du lot No 3, mesure américaine, ce lot étant sujet à une servitude pour une allée sur la ligne limitrophe au Numéro deux.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient à défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de C. L. Gandet, suivant acte au rapport de P. Lacoste, ci-devant notaire public en cette ville, en date du lesseptembre 1857.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

13mars—13,21,29—5,14 av

BELDEN & FUSELIER contre THOMAS MALOY, No 1485.

COUR DU DEUXIEME JUGE DE PAIX—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. Paris Childress, Deuxième Juge de Paix, je vendrai, à l'enchère publique, le JEUDI, 19 mars 1868, à midi, au G. W. Warehouse, au coin des rues Jolie et Foucher—Un lot de meubles saisis dans le procès susdit.

Conditions—Comptant, en billets du Trésor des E. U.

H. C. PENNIMAN, Constable.

7 mars—12 19

CHARTE. CHARTE.

Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que ce 31e jour de janvier mil huit cent soixante huit et la quatre-vingt-douzième année de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, pardevant nous, EDWARD IVY, notaire public, dans et pour la Paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et ayant qualité, en présence des témoins ci-après nommés et dont les signatures sont ci-dessous apposées, se sont présentées les personnes ci-après nommées, et qui ont signées ci-dessous, lesquelles ont déclaré que, profitant des lois de la Louisiane relativement aux corporations dans cet Etat, elles sont convenues de se former et de former ceux qu'ils représentent en une corporation dans le but et sous les règlements qui suivent:

ARTICLE I.

Le nom de corporation de cette société sera la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.

ARTICLE II.

Le siége des affaires et le domicile légal de cette corporation seront à la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE III.

Le but de cette Société est de construire et de maintenir en ville des chemins de fer convenables pour le transport des passagers et, en général, d'exercer les pouvoirs et privilèges dont elle pourrait être ou est par les présentes, revêtue à l'effet de la mettre à même de construire et d'exploiter des chemins de fer.

ARTICLE IV.

Le capital de cette corporation est, par les présentes fixé à trois cent mille ($300,000) piastres représentées par trois mille actions de cent piastres. Il devra être payé cinq pour cent sur chaque souscription, à la signature de ces articles; le reste sera payé à l'époque et en tels montants et versements qu'ordonnera la Direction, pourvu qu'il ne soit pas exigé plus de dix (10) pour cent de la dite souscription et que l'appel de fonds ne sera pas fait plus souvent qu'il ne faut dans les trente jours. Si un souscripteur refusait ou négligeait d'effectuer ses paiements ponctuellement à l'échéance, il pourra être ajouté à la somme due un intérêt de huit pour cent l'an, de l'échéance à parfait paiement; et si un souscripteur refusait ou négligeait d'effectuer soit un des versements dans les trente jours qui suivront l'époque fixée pour le paiement, les Directeurs se réserveront le droit de vendre, à l'enchère publique ou autrement, après dix jours d'avis au dit souscripteur, l'action ou les actions sur lesquelles le montant est dû.

ARTICLE V.

La dite corporation assume, par les présentes, toutes les obligations de F. Mouney et Co, principaux, et Geo. W. Hynson, O. B. Marcarty, L. F. Lemarié et B. Saloy, caution dans le contrat et l'achat de droit de passage pour l'établissement des chemins de fer dans les rues Canal, Dauphine, Dumaine et autres rues dans la ville de la Nouvelle-Orléans, d'après l'acte passé pardevant William J. Castel, notaire public de la Paroisse d'Orléans, le 5 juillet 1867 et par acte passé pardevant Henry C. Dibble, notaire public de la Nouvelle-Orléans, le 17 décembre 1867. Elle s'oblige à construire les dits chemins de fer d'après les plans et les cahiers de charge, dans l'espace de temps et de la manière indiquée dans les dits actes notariés; de remplir toutes les conditions et obligations qui y sont indiquées et exprimées.

ARTICLE VI.

La corporation devra commencer les opérations à partir de cet acte.

ARTICLE VII.

Cette corporation aura un sceau qui se composera d'un char dans un cercle sur lequel sera tracé le nom de la Compagnie.

ARTICLE VIII.

Les articles de société pourront être modifiés ou changés; le capital pourra être porté à une somme quelconque n'excédant pas cinq cent mille piastres avec le consentement des actionnaires, lequel consentement devra être obtenu dans une assemblée générale convoquée après trente jours d'avis. Toutes les fois qu'une augmentation du capital sera dûment autorisée, il en sera donné avis, pendant soixante jours dans deux journaux publiés dans la Nouvelle-Orléans, et dans l'intervalle, les actionnaires auront le droit de prendre les actions additionnelles en proportion du montant des leurs actions. Toutes les actions qui n'auront pas été prises à l'expiration de cet avis pourront être vendues par les Directeurs au profit de la société, mais ces actions ne devront pas être vendues au-dessous du pair.

ARTICLE IX.

Tous les pouvoirs de cette Corporation devront être confiés à une Direction composée de sept personnes qui devra posséder, en son nom, au moins deux mille cinq cent ($2500) piastres du capital de cette société.

ARTICLE X.

Les actionnaires suivants: George W. Hynson, D B. Macarty, B Saloy, L. F. Lemarié, F Mouney, George Clark et Felix Labatut, composeront et sont, par les présentes, constitués premier Bureau des Directeurs. A une première réunion, ils éliront l'un d'entre eux Président, et les membres du dit Bureau devront continuer à exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par leurs successeurs qui devront être élus ainsi que le déclare l'article onze.

ARTICLE XI.

Le premier lundi de février 1868 et, tous les ans après cette époque, une élection de sept Directeurs, par les actionnaires, aura lieu, au bureau de la corporation, et il devra être donné avis de la dite élection, pendant dix jours au moins, dans deux journaux publiés dans la ville de la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE XII.

Une pluralité des votes (en comptant un vote par chaque action sur lequel le vote est donné) suffira à élire les Directeurs qui, à leur première réunion après leur élection devront élire l'un d'entre eux Président de la Société. Ce Président devra être élu par une majorité de toute la Direction, et c'est à lui que devront être remis toutes les assignations et autres documents judiciaires. Il sera du devoir du Président de convoquer toutes les réunions de la Direction; en cas de son absence ou s'il était incapable de remplir ses devoirs, les Directeurs devront élire l'un d'eux comme Président pro tem., et ce Président devra exercer tous les pouvoirs du Président. Toutes les élections devront avoir lieu au scrutin, sous la surveillance de deux inspecteurs nommés par la Direction. Une majorité des Directeurs devra former un quorum, mais une minorité pourra s'ajourner d'un jour à l'autre; il en sera de même de toute élection quelconque.

ARTICLE XIII.

Une majorité des Directeurs sera nécessaire pour former un quorum, et une décision de la majorité sera un acte valide de corporation. Les Directeurs auront plein pouvoir d'acheter et de vendre en tel genre de propriétés et autres propriétés dont la Compagnie pourrait avoir besoin.

ARTICLE XIV.

Tout Directeur qui sera sur le point de s'absenter pour quatre-vingt-dix jours ou plus, devra nommer un remplaçant, pourvu que ce dernier ait, au moins vingt cinq actions de la Compagnie, pourvu que cette nomination soit accréditée par la Direction.

ARTICLE XV.

Les Directeurs devront nommer un Secrétaire, tous les commis et agents et pourront les destituer à leur gré. Ils fixeront les salaires de tous les officiers de la Corporation et le montant des cautionnements à exiger des dits officiers et agents. Ils pourront adopter toutes les règles et règlements de la direction et de la gestion des affaires de la corporation, pourvu qu'ils ne soient pas contraires aux lois et à la Constitution de cet Etat ou des Etats-Unis; [illegible] de remplir les vacances qui pourraient avoir lieu, [illegible] soit par décès, démission, ou autre cause, jusqu'à la prochaine élection, et dans le cas où il y aurait un plus grand nombre de Directeurs élus.

ARTICLE XVI.

Des livres pour l'enregistrement et le transfert d'actions seront ouverts et tenus, sujets aux restrictions des règlements. Tous les transferts d'actions devront être faits sur les livres et au moyen d'un acte notarié. Les actions ne pourront être transférées si aucun actionnaire est endetté envers la Compagnie. [illegible]

ARTICLE XVII.

Le fait que, pour un motif quelconque, les Directeurs n'ont pas été élus au jour fixé, ne devra pas dissoudre la Société, mais alors les Directeurs actuels devront continuer à exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'une autre élection ait lieu, et il devra être donné avis de cette élection ainsi qu'il est dit dans l'article 12.

ARTICLE XVIII.

Chaque actionnaire aura droit, à toutes les assemblées pour l'élection de Directeurs ou autres buts, de voter soit personnellement ou par procuration, à un vote pour chaque action, ainsi que de voter pour les Directeurs de la corporation pour trois ans. [illegible]

ARTICLE XIX.

Deux associés dont la souscription est au nom de la Compagnie de Commerce dont ils sont membres ne pourront être élus en même temps Directeurs de cette Société.

ARTICLE XX.

Un compte rendu de toutes les réunions de Directeurs sera tenu par le Secrétaire, et sera signé par le Président. Le Président et le Secrétaire devront signer tous les billets, traites, chèques, actions et certificats, contrats et autres preuves de dettes de la corporation.

ARTICLE XXI.

Les Directeurs pourront accepter provisoirement tout pouvoir ou privilège quelconque accordé à cette Société par des amendements aux lois, ou à la Charte, ou en vertu de laquelle la Société est formée, ou par l'adoption d'une résolution de la Législature de l'Etat, ou par des ordonnances du Conseil de ville, mais l'acceptation de tout pouvoir ou privilège quelconque devra être décidée par un vote d'une majorité (en montant d'actions) des actionnaires.

ARTICLE XXII.

La liquidation des affaires de la Société devra être faite par trois commissaires nommés par les actionnaires, à une assemblée convoquée à cet effet après soixante jours d'avis dans deux des journaux publiés à la Nouvelle-Orléans.

Les dits liquidateurs devront être des personnes solvables, résidant en cette ville et ne devant pas à la société, la durée de leurs fonctions sera celle qui leur sera fixée par la majorité des actionnaires. La période de la liquidation et leurs rémunérations seront fixées de la même que les actionnaires pourront décider, par une résolution, à une assemblée générale convoquée à cet effet.

ARTICLE XXIII.

Les noms et l'intérêt de chacune des parties à ce acte sont déclarés être ainsi qu'il suit:

Félix Labatut,	Jacob Newhauser,
Arthur Dejan,	Henry Larquié,
Alfred Rousseau,	H. et A. Soulié,
Victor Prados,	Henry Tete,
B. H. Schmidt,	Jas Desbuit,
J. Ségassie,	Pierre Abadie,
Chas F. Schmidt,	C. de Laseus,
Paul E. Théard,	Florville Foy,
F. Mauney,	Jos. Hernandez,
H. St Armant,	A. L. St-Cyr,
L. F. Lemarié,	Geo. W. Hynson,
B. Saloy,	D. B. Macarty,
George Clark, et autres.	

Ainsi fait et passé, à mon bureau, dans la susdite ville de la Nouvelle-Orléans, en présence de F. McC. Swain et G. A. D. Kemper, témoins compétents, qui ont signé le dit acte avec les dites parties et comparants et moi, le dit notaire, le jour, le mois et l'année ici indiqués en premier lieu.

L'original est signé:

G. A. Kemper, Edward Ivy, F. McC. Swain. Notaire public.

Je certifie que ce qui précède est une vraie copie exacte de l'original inscrit dans mon registre.

En foi de quoi j'accorde les présentes, sous ma signature et le sceau de mon bureau, à la Nlle-Orléans, ce 31 janvier 1868.

EDWARD IVY, Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement des hypothèques pour cette paroisse et ville de la Nlle-Orléans, certifie que la susdite Charte a été inscrite dans le bureau susdit, à mon bureau, dans le livre de sociétés No 7, folios 47, 48, 49, 50, 51 et 52.

A. DUCATEL Jr, Député du Préposé à l'enregistrement des hypothèques.

Nlle-Orléans, 31 janvier 1868.

4 fév—5,jpa

SEIZIÈME ETAT ANNUEL.

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Home, de la Nlle-Orléans.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires pour l'année expirée le 31 décembre 1867:

Primes reçues dans l'année expirée le 31 décembre 1867, y compris les risques non expirés de 1866		$321,580 00
Primes sur les risques de mer	42,002 34	
Primes sur les risques de rivières	107,250 23	
Primes sur les risques d'incendies	172,337 43	
		$321,590 00
En moins: primes remboursées	1,599 00	
En moins: primes sur risques non expirés en 1867	39,851 00	41,450 00
Montant net des primes de l'année expirée le 31 décembre 1867		$280,139
Pertes payées dans la même période:		
Sur les risques de mer	25,980 74	
Sur les risques de rivières	109,82 84	
Sur les risques d'incendies	30,297 46	
	166,085 14	
Réassurances	12,947 33	
Dépenses, taxes, intérêt de scrips, etc., moins escompte et intérêt	38,709 31	
		$217,740 78
Restant		62,398 32
Vingt-cinq pour cent et quinze pour cent remboursés au lieu de scrip		57,391 22
Réservé pour pertes non payées		5,007 10
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
347 bons de la ville de la Nlle Orléans, de $1,000 chaque		347,000 00
35 bons de l'Etat de la Louisiane, de $1,000 chaque		35,000 00
36 bons de l'Etat de la Louisiane, de $500 chaque		18,000 00
68 bons de la Cie de l'Hôtel St-Charles, de $1,000 chaque		68,000 00
80 bons 5-20 des E. U., de $500 chaque		40,000 00
5 actions de la Cie. du Dry Dock Vallette, de $1,000		5,000 00
800 actions de la Banque de la Nlle Orléans, de $50 chacune, évaluées à $30	24,000 00	
650 actions de la Banque de l'Union de la Nlle-Orléans, de $75 chacune, évaluées à $50 chacune	32,500 00	
845 actions de la Banque du Canal, de $50 chacune, évaluées à $50	42,250 00	
500 actions de la Banque Mechanics' and Traders, de $50, évaluées à $50 chaque	25,000 00	
125 actions de la Banque Crescent City, de $50 chaque, évaluées à $15 chacune	1,875 00	
100 actions de la Banque des Marchands, de $50 chaque, évaluées à $15 chacune	1,500 00	
		$127,125 00
En caisse		51,693 50
Propriété foncière No 78 de la rue du Camp		50,000 00
Prêts garantis		62,415 00
Effets à recevoir	12,745 50	
En moins: mauvais et douteux	6,544 14	
		6,201 45
Comptes non encore payés et en voie de perception	79,076 62	
En moins: mauvais et douteux	19,211 65	
		59,844 97
Scrips d'autres Compagnies d'assurance		8,444 00
Total de l'actif		$875,734 02

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

ALFRED MOULTON, président,

A. W. HUNTER, secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermenté e souscrit pardevant moi, ce 14 janvier 1868.

PARIS CHILDRESS, Deuxième juge de paix.

Les Directeurs ont résolu de payer six pour cent comptant sur tous les certificats de scrip non encore payés aux porteurs légaux desdits certificats, à partir du deuxième MARDI de février prochain et il est de plus:

Résolu qu'en vue de la dépréciation de l'actif de la Compagnie, les émissions de scrips de 1858, 1859, 1860 et 1861, sont par les présentes appelées (conformément à la Charte) pour les réductions des vingt-cinq pour cent sur chaque émission, que lesdits scrips seront livrés pour la réduction sur le paiement de l'intérêt annuel, ainsi qu'il est déclaré par une résolution de cette direction adoptée aujourd'hui.

ALFRED MOULTON, président,

Wm M. PERKINS, vice-président,

A. W. HUNTER, secrétaire.

—DIRECTEUR—

E. K. Converse,	B. P. Ethell,
Robert Hare,	Jos. N. Isenhour,
Jos. Hoy,	J. H. Ludwigsen,
Alfred Moulton,	A. H. May,
J. M. Allen,	Jno. T. Moore,
Jno. C. Rogers,	W. M. Perkins.

17janv—1m

WILLIAM F. GOLDTHWAITE vs JOHN FRANCIS WOOD.

QUATRIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 20,162—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, onze d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un certain terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Bacchus, Terpsichore, Dryades et Melpomène et désigné par le No 5 d'après un plan dressé par C. A. Hedin, autrefois arpenteur et déposé sous le No 151 en l'étude de T. O. Stark, notaire public en cette ville.

Le dit terrain mesure vingt-six pieds neuf pouces de face à la rue Bacchus, sur cent vingt-sept pieds neuf pouces de profondeur, entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les bâtisses qui s'y trouvent, dépendances et appartenances.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de John O. McLean, suivant acte au rapport de W. H. Peters, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 18 février 1859.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions: L'acquéreur assumera le paiement d'un billet garanti par hypothèque sur la propriété ci-dessus, de la somme de mille piastres ($1,000 00) souscrit par le défendeur, daté du 22 avril 1867 payable à un an de date et portant intérêt au taux de huit pour cent l'an à partir de sa date; la balance du prix d'adjudication, comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

1er mars—19,27 av 3, 11

WOOLVERTON & BARRINGER vs JAMES HILL.

TROISIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 17,792—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI vingt-huit de mars 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Deux terrains situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues de la Nouvelle-Levée, du Commerce, Julia et St-Joseph et désignés par les No cent six (106) et cent sept (107) d'après un plan dressé par C. A. Hedin, déposé en l'étude de T. O. Stark, notaire public en cette ville. Le No cent six mesure dix-neuf pieds six pouces et deux lignes de face à la rue de la Nouvelle-Levée, par quatre-vingt-cinq pieds trois pouces et quatre lignes de profondeur sur chacune des lignes latérales. Et le No cent sept mesure dix-neuf pieds cinq pouces et quatre lignes de face à la rue de la Nouvelle-Levée, dix-neuf pieds cinq pouces et quatre lignes de largeur derrière, sur une profondeur de cent treize pieds cinq pouces sur chacune des lignes latérales.

Ensemble avec les améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de William A. Violett et W. C. Black, suivant un acte au rapport de J. Emile Jarreau, notaire public en cette ville, en date du 12 mars 1858.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

25fév—25,4,12,20,28m.

No.3,953—H. G. HODGSON contre JOS. CARVER.

COUR DU DEUXIEME JUGE DE PAIX—En vertu d'un writ de fieri facias que m'a adressé l'Hon. Paris Childress, Deuxième Juge de Paix, je vendrai, à l'enchère publique, le JEUDI, 19 mars 1868 à midi, au Great Western Warehouse, au coin des rues Jolie et Foucher—Deux voitures et 40 chaises cannées, saisis dans le susdit procès. Conditions—Comptant, en billets du Trésor des E. U.

H. C. PENNIMAN, Constable.

mars—7 12 19

LE MEME vs LA MEME.

E. A. PATTERSON vs la ville de la Nouvelle Orléans

Le même vs la même.

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans.—Nos 17,572 et 17,580—En vertu de deux writs de fieri facias, à moi adressés par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans les affaires ci-dessus, je procéderai, le mardi quatorze d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain situé dans l'îlet borné par les rues St-Charles, Lafayette, Carondelet et Girod, mesurant quarante-neuf pieds de face à la rue St-Charles, sur une profondeur, entre lignes parallèles, et face à la rue Lafayette, de cent quatre-vingt-six pieds sept pouces et neuf lignes; au fond de quatre-vingt-six pieds dix lignes, de quarante-neuf pieds derrière sur une allée commune de quatorze pieds de largeur ouvrant sur la rue Lafayette.

Saisie dans les affaires ci-dessus.

Conditions comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

13 mars—13, 21, 29,—avril 5, 14

Succession de Bernardo Fernandez.

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 29,449—En vertu d'un writ de fieri facias contre P. Halpin, en faveur du Dr M. Poelman et Francis Harvey, à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le LUNDI, six d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un certain terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues des Magasins, Foucher, Girod et Lafayette, désigné par le No Sept, d'après un plan annexé à un acte passé par Wm Christy, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 19 février 1850 par T. J. Packwood.

Le dit terrain mesure dix-huit pieds dix pouces quatre lignes de façade à la rue des Magasins sur cent et douze pieds de profondeur.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

5 mars—5 14 22 29 et 5 av

ERNEST VOLKMANN vs T. H. ECK.

SIXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 20,588—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le LUNDI, trente de mars 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain situé dans le Troisième District de cette ville, mesurant trente deux pieds de face à la rue Montegut, sur cent vingt pieds de profondeur entre celles de Craps et d'Amour.

Ensemble avec la jolie maison qui y est construite, ayant deux chambres, galerie devant et derrière, et deux cabinets, cuisine de deux chambres, hangar, cuve, etc. La maison porte le No 12 et un jardin sur la façade.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

fév—27—6 14 21 29

HEADQUARTERS FIFTH MILITARY DISTRICT, New Orleans, La., March 11, 1868.

Special Orders No. 55.

EXTRACT.

* * * * * * *

3. WHEREAS, A Convention recently assembled at New Orleans, La., in compliance with Special Orders No. 166, from these Headquarters, dated October 21, 1867, did, in pursuance of the acts of Congress mentioned in said order, proceed to frame a Constitution and civil government for the State of Louisiana; and

WHEREAS, The acts of Congress provide that the election for the ratification of said Constitution, shall be conducted by the officers or persons appointed or to be appointed by the Commanding General; said election will be held in the State of Louisiana, from 7 A. M. to 7 P. M., on the 17th and 18th days of April, 1868, at which the registered voters of said State may vote for or against the Constitution submitted to them by said Convention.

I. Commencing fourteen days before the election, Boards of Registrars will, after having given reasonable public notice, revise at the places where the Boards are in session, for a period of five days, the registration lists, and upon being satisfied that any person not entitled thereto has been registered, will strike the name of such person from the list. The Boards will also, during the same period, add to the registry the names of all persons who at that time possesses the qualifications required by law, and who have not been registered. See sec. 7, Supplementary Act of July 19, 1867.

Upon completion of the revision of registration, the Board of Registrars will immediately proceed to make up their precinct poll books—for this purpose they will use the precinct books used at the last election, making the necessary corrections. They will also forward to these Headquarters a tabular statement, giving the number of persons registered (white and colored) during the revision; the number rejected (white and colored); the names of the persons refused registration and stricken from the rolls, will be given with statement showing the causes therefor.

II. The polls will be opened at every voting precinct in each Parish at the places designated by law. No person will be allowed to vote whose name does not appear on the registry list. The election will be by ballot. "Those voting in favor of the Constitution shall have written or printed on the ballots by which they vote as aforesaid, the words, 'For the Constitution,' and those voting against the Constitution shall have written or printed on such ballots the words 'Against the Constitution.' Each ballot presented by a colored voter will be marked "Colored" by one of the Judges of election. Poll books will be kept of the names of the voters as at ordinary elections in the State. As each voter presents his certificate one of the Judges will endorse on it "Voted," with the date, and signed by one of the Commissioners.

III. The Boards of Registration of each Parish, will be superintendents of, and will conduct the election, and will see that all the necessary preparations are made for properly conducting the same; that due and sufficient notice is given of the time and object of the election, Commissioners appointed, proper ballot boxes prepared, etc.

If, from any cause, any of the Registrars of a Parish fail to perform the duty incumbent upon them, either at the revision directed in Paragraph I, or at the election, their places will be filled by the Clerk of the District Court, or Recorder of the parish or Assessor of the parish Court in the order named, provided they can qualify according to law. If vacancies cannot be thus filled, the remaining portion of the Registration Board will fill them with persons who can duly qualify, notifying this office of the same.

IV. The election at each precinct will be presided over by the three commissioners, who will be sworn in the same manner as the Registrars.

Should only two of the commissioners be present, they shall appoint a third; should only one be present, he shall appoint another, and they together shall appoint a third.

To carry out this, commissioners are authorized to administer the required oath.

V. At the close of the election, the commissioners will carefully count and make duplicate returns of the result of the election; stating, also, in four separate lists, respectively, the number of white voters for, the number of colored voters for, and the number of each, against the Constitution. The ballots will then be replaced in the ballot-boxes, which will be sealed, and together with the registration and election records, will be carried by one of the Commissioners to the Court House, or place designated, and turned over to the Board of Registrars.

The Board will then carefully count and make duplicate returns of the votes cast, in the manner prescribed for commissioners of election, and will see that the record of each precinct corresponds with the record of the commissioners.

The ballots will then be replaced in the ballot-boxes, which will be sealed, and together with the registration and election records, will be turned over to such parish officer or member of the Registration Board as said Board may select, who will receipt therefor, and who will be held responsible for the same. Each member of the Board will make affidavit to the correctness of the returns, one copy of which will then be brought by some member of the Board to the Commanding General of the Fifth Military District, at New Orleans, the other copy will be retained by the Board until further orders.

VI. The Boards of Registrars and Commissioners will see that a full and fair opportunity is given for depositing his ballot, to every man entitled to vote, and will generally do everything that is requisite to secure a full and impartial expression of the opinions and wishes of the registered voters.

VII. If from any cause the elections in any of the precincts cannot be held, as for instance, the inability to procure properly qualified Commissioners, the Boards of Registrars will give timely notice to the voters thereof as to where they shall vote in an adjoining precinct, in their own Parishes.

VIII. No persons shall act as Commissioners or Registrars, under this order, who are candidates at the election for any office.

IX. The Sheriff of the Parish is made responsible for the preservation of good order, and the perfect freedom of the ballot at the various election precincts in his parish. To this end he will appoint a deputy—who shall be duly qualified under the laws of the State—for each precinct in the Parish, who will be required to be present at the place of voting during the whole time the election is being held. The said deputy will be under the direction of the Commissioners.

X. All places where intoxicating liquors are retailed, will be closed on the days of election, and each sale of liquors is prohibited during said election days.

XI. Military interference with elections, "unless it shall be necessary to keep the peace at the polls," is prohibited by law, and no soldiers will be allowed to appear at any polling place, unless as citizens of the State they are registered as voters, and then only for the purpose of voting; but the Commanders of Posts will be prepared to act promptly if the civil authorities fail to preserve the peace.

XII. When the returns shall have been received at the Headquarters of the Fifth Military District, the result of the election will be published by the Commander thereof.

XIII. Persons who convey returns to the Headquarters of the Fifth Military District, will be paid, at New Orleans, reasonable expenses incurred in making the journey and returning.

All will promptly and fully obey every demand, made upon their official services in preserving the peace of election, Deputies appointed in pursuance of the foregoing will be paid the same as Commissioners, on accounts approved by the Registrar, out of the reconstruction fund.

As an additional measure to secure the purity of the election, each Commissioner and Registrar is hereby clothed, during the election, with authority to call upon the civil officers of the Parish to make arrests, and in case of the failure of the aforesaid civil officers, are empowered to perform their duties, during the election. They will make full report of such failures on the part of civil officers, to the Commanding General, Fifth Military District.

VIII. No persons shall act as Commissioners or Registrars, under this order, who are candidates at the election for any office.

We do not know but we infer that Mr. Hendricks, of Indiana, withdrew his objection to the swearing of Mr. Wade with the expectation that the same objection would be raised in another form from before the commencement of the trial. Mr. Johnson surely has the right to challenge any one of the judges for cause.

XIV. In case of questions arising as to the right of any individual to be registered, the person deeming himself aggrieved is entitled to his appeal from the decision of the Board, and the Boards are directed to make a full statement of the facts in such cases, and to forward the same to these Headquarters without unnecessary delay.

XV. Should Congress enact hereafter that at the approaching election votes shall also be cast for State and other officers, the same Registrars and Commissioners will act under this order for the election of said officers. In such an event, orders will issue from these Headquarters notifying the qualified voters that such an election is authorized.

* * * * * * *

By command of Major General HANCOCK.

GEO. L. HARTSUFF, Assistant Adjutant General.

Official: NATHANIEL BURBANK, 2d Lieut. 37 Infy. Brvt. 1st Lieut. U. S. Army, Acting Assistant Adjutant General.

Home Insurance Directory.

HOME INSURANCE COMPANIES

Atlantic Insurance Company, No. 19 Camp street—Edward Rigney, President; H. P. Janvier, Secretary.

Citizens' Mutual Insurance Company, No. 3 Carondelet street—O. Gaillard, President; H. Castarede, Secretary.

Crescent Mutual Insurance Company, corner of Camp street and Commercial Place—Thos. A. Adams, President; Henry O. Ogden, Secretary.

Commercial Insurance Company, No. 11 Commercial Place—S. B. Buckner, President; Geo. Sweet, Secretary.

Factors' and Traders' Insurance Company, No. 39 Carondelet street—Michael Musson, President; Harman Doane, Vice President; Ed. A. Palfrey, Secretary.

Germania Insurance Company, No. 135 Gravier street—D. Michel, President; E. Maier, Secretary.

Great Southern and Western Fire, Marine and Accident Insurance Company, No. 21 Carondelet street—James Longstreet, President; C. Williams, Secretary.

Home Mutual Insurance Company, corner Camp and Natchez streets—Jas. H. Wheeler President; A. W. Hunter, Secretary.

Hope Insurance Company, No. 21 Camp street—H. Peychaud, President; Lewis Barnett, Secretary.

Louisiana Mutual Insurance Company, corner of Camp and Gravier streets—Chas. Briggs, President; J. P. Roux, Secretary.

Louisiana State Mutual Insurance Company, corner of Common and Carondelet streets—R. Gauncheau, President; L. W. Baquie, Secretary.

Merchants' Mutual Insurance Company, No. 104 Canal street—John Pemberton, President; Paul Fourchy Secretary.

National Marine and Fire Insurance Company, corner of Camp and Common streets—Wm. Whann, President; E. M. Gannebean, Secretary.

New Orleans Mutual Insurance Company, No. 111 Canal street—J. Tuyes, President; J. W. Hincks, Secretary.

Star Mutual Insurance Company, No. 14 Carondelet street—Placide Fortail, President; N. Augustin, Secretary.

Sun Mutual Insurance Company, No. 61 Camp street—Thos. Sloo, President; Thos. Anderson, Secretary.

Weights of Produce.

As established by Law or Custom in New Orleans.

GRAIN WEIGHTS.

Wheat	60	lbs. per bushel.
Corn shelled	56	" "
in ear	70	" "
Oats	32	" "
Rye	56	" "
Buckwheat	52	" "
Barley	48	" "
Malt	34	" "
Beans	60	" "
Cow Peas	60	" "
Irish Potatoes	60	" "
Onions	54	" "

Postages to Foreign Ports.

☞ The Asterisk (*) indicates that in cases where it is prefixed, unless the letter be registered, prepayment is optional; in all other cases prepayment is required.

COUNTRIES.	Letters. Not over ½ oz.	Not over 1 oz.	Newspapers.
Africa, west coast, British mail	..	33	4
Argentine Republic, via England	..	45	4
via France	30	60	..
Aspinwall	..	10	
Australia, Br. M. via Southampton	..	33	6
do via Marseilles	39	45	8
by private ship from N. Y. or Boston	..	5	2
French mail (S. Austr'a comp'ry)	*30	*60	..
by Brem. or Ham mail, via Marseilles and Suez	50	102	
Algeria, French Mail	*15	*30	2
by Brem. & Ham. mail via Trieste	..	55	
Austria and its States, Pr. closed mail	..	*30	6
do do when prepaid	..	28	
do by Brem. or Ham. mail	..	*15	3
do do (except prov. in Italy) French mail			*21
Bahamas, by direct steamer from New York,	..	5	2
Belgium, French mail,	*21	*42	
closed mail via. England,	..	*27	5
open mail via. London by Am. pkt.	..	21	2
do. do. by British pkt.	..	5	2
Brazil, via, England,	..	45	4
via. France, in Fr. m. from Bordeau,	*33	*66	
By American Packet,	..	10	2
Bremen, Prussian closed mail,	..	*30	6
do. do. do. when prepaid,	..	28	
do. Bremen mail,	..	*10	2
do. Hamburg mail,	..	*15	3
do. French mail,	*21	*42	
British N. Am. Prov., dist. not over 3000 miles,	..	*10	2
do. dist. exceed 3000 miles,	..	*15	2
Buenos Ayres, via England,	..	45	4
do. via France, by French mail from Bordeaux.	30	60	
Cape of G. H., Br. m., via Southampton,	..	45	8
do. do. Marseilles,	..	53	8
Chilli,	..	34	6
China, Br'sh M. via Southampton,	..	45	6
do. via Marseilles,	..	53	8
do. by Br'n or Ham. m.,			
do. via Trieste,	..	55	
by Brem. or Ham. m. via Marseilles and Suez,	40	72	
French mail,	30	60	2
by mail to San Fran., thence by pr. ship,	..	3	
Costa Rica,	..	10	2
Cuba,	..	10	2
Denmark Prussian closed mail (if prepaid 31c.)	..	33	9
by Bremen or Hamburg Mail	..	20	3
French Mail	27	54	
E. In's, op'n m. via Lon. by A. pkt.	..	5	6
Prussian closed mail, via Trieste	..	68	13
(Eng. possess.) Pr. cl. m. via Trieste,	..	36	13
by Brem. or Ham. m. via Mar's. and Suez.	40	72	
by Brem. or Ham. m. via Trieste	..	64	
French mail.	30	60	
Ecuador	..	34	6
France	*15	*30	2
Frankfort, French mail	*21	*42	
Prussian closed mail	..	*30	6
do do when prepaid	..	28	
Brem. or Ham. mail	..	*15	3
German States, Prus. closed mail (if prep 28c)	..	*30	6
French mail	*21	*42	
Bremen mail	..	*15	3
(except Luxemburg) by Ham.	..	*15	3
Great Britain and Ireland	..	*24	2
Hamburg, by Ham. mail direct from N. Y.	..	*10	2
Bremen mail	..	*15	3
Prussian closed mail	..	*30	6
do when prepaid	..	28	
French mail	*21	*42	
Hanover, Prussian closed mail	..	*30	
do when prepaid	..	28	
by Bremen or Hamburg mail	..	*15	3
French mail	21	*42	
Hayti, via England	..	45	4
Hong Kong, Brit. m. via Mar's	..	53	8
do via Southampton,	..	45	6
by French mail	30	60	2
by Bremen or Hamburg mail	..	30	
Prussian closed mail	..	36	10
Indian Archipelago, French mail,	30	60	
Italy, via. Bremen or Hamburg mail,	..	28	6
British via Marseilles	39	45	8
Martinique, via England	..	45	4
Mauritius, Br. m. via Southampton	..	33	6
do do via Marseilles	39	45	8
do French mail	30	60	
Mexico	..	10	2
Norway Prus. cl. m. (if prep. 38c)	..	42	13
do by Bremen or Hamburg mail	..	38	4
do French mail	33	66	
Nassau, N. Prov. direct steamer from N. Y.	..	5	2
New Grenada, (except Aspinwall and Panama)	..	18	6
Nicaragua, Pacific Slope, via Pana	..	10	2
do Gulf Coast of	..	34	6
Panama	..	10	2
Paragua, Brit. mail, via England	..	45	4
Peru	..	22	6
Porto Rico, Bri. mail via Havana	..	34	
Portugal, Brit mail via England	33	45	8
Prussia, Prussian closed mail	..	*30	6
do when prepaid	..	28	
by Bremen or Hamburg mail	..	*15	3
French mail	*21	*42	
Russia, Prus. cl. m. (if prep. 35c.)	..	*37	8
by Bremen or Hamburg mail,	..	*29	
French mail,	*30	*60	2
Sweden Prus. cl. m. (if prep. 34c)	..	*35	8
do. Hamburg or Bremen Mail,	..	33	4
do. French mail,	33	66	
Sardinian States (Prussian closed mail if prepaid) 40c.	..	*42	11
do. do. French mail,	*21	*42	
Bremen or Hamburg mail,	..	*28	4
Savoy, District,	*15	*30	2
Roman States, Prussian closed m.	..	44	12
Bremen or Hamburg,	..	42	
French mail,	*27	*54	2
Singapore, Br. m. via Southampton	..	45	6
do. via Marseilles,	..	53	8
French mail,	30	60	
Spain, Br. m. by American packet,	..	21	2
do. do. by British pkt.	..	5	2
do. French mail,	21	42	
do. by Brem or Ham mail,	30	42	
St. Thomas, by U. S. packet to Kingston, Jamaica,	..	18	6
do. via Havana,	..	34	6
Switzerland, Prus. cl. m. (if prepaid 35c.)	..	*35	9
French mail	*21	*42	2
by Bremen mail	..	*19	4
by Hamburg mail,	..	19	3
Venezuela, British mail via Southampton,	..	45	4
West Indies, British,	..	33	6
not British, (except Cuba),	..	34	6

Routes of Transmission, Etc.

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction "open mail via England;" if for transmission in the French mail, they should be directed, "via France in French mail," if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed "via Prussian closed mail," if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed "via Belgian closed mail," and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France, where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent via France; otherwise they may be missent in the open mail to Liverpool by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded.

N. O. Mutual Insurance Company.

EIGHTH ANNUAL STATEMENT.

Premiums during the year ending 31st December 1867.		
On Fire Risks	$319,916 16	
On Marine Risks	68,489 44	
On River Risks	22,799 81	
Total Premiums		$411,205 41
Less: Premiums unearned 31st December, 1867	$115,362 00	
Return Premiums	4,115 41	
		$119,477 41
Net earned Premiums		$291,528 00
Losses:—		
On Fire Risks	$ 59,760 62	
On Marine Risks	61,488 16	
On River Risks	19,039 44	
	$140,488 22	
Taxes	11,566 88	
Reinsurance	8,274 31	
Expenses, less interest account.	10,180 83	
Interest on Scrips	24,568 60	
		$194,078 84
Profit		$ 97,449 16
The Company have the following assets:		
Bills receivable for Premiums	$ 8,734 91	
Notes secured by pledge and mortgage	219,307 00	
Due for premiums in course of collection	50,323 91	
Gas Light Co., City R. R. Co. Stocks City Bonds, etc	183,343 44	
Scripts of sundry Mutual Insurance Companies	99,136 00	
Cash on hand	83,777 88	
	$653,623 04	
Less: Depreciation on the above	92,850 40	
Net		$560,772 6
Less: Unearned Interest on Scrips	$ 7,039 76	
Interest payable on outstanding Scrips	26,568 00	34,207 76
		$526,564 89

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President,

J. W. HINCKS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 11th day of January, 1868.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

The Board of Directors have resolved to declare a scrip dividend of thirty per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 31st December, 1867, for which certificates will be issued on and after the second day of March, and have further resolved to pay six per cent on the outstanding certificates of scrip, on and after the second Monday of March, 1868.

—DIRECTORS—

George Urquhart,	Chas. Lafitte,
A. Rosberean,	J. M. Lapeyre,
G. W. Babcock,	A. Schriber,
T. S. Blanchard,	John Gauche,
Wm. Stevens	W. T. Williams,
J. A. White,	J. Tuyes.

Office—111 Canal street. jan12 1m eod 1y

LEEDS'S FOUNDRY,

(ESTABLISHED IN 1825.)

Corner of Delord and Foucher Streets.

WE beg leave to inform our friends and the public generally that we are prepared, as formerly, to manufacture Steam Engines, Boilers, Sugar Mills, Sugar Kettles, Draining Machines, Saw Mills, Cotton Presses Newell Screws, Gin Gearing, Furnace Mouths, Grate Bars, all kinds of Plantation and Steamboat Works, and every description of Machinery for the South,

sept16 6m LEEDS & CO.

Wood, Coal, Sand, Etc,

J. C. KATHMAN,

Tropical Roofing Manufactory, and Dealer in Coal, Charcoal, Coke, White Sand and Fire Wood,

224.........Bienville street.........224

CORNER OF MARAIS, NEW ORLEANS.

Orders left at the above place, or Box 55 Mechanics' Exchange, will receive prompt attention. dec24 3m

JUDICIAL SALES.

Widow Armide E. Vogel vs. Southern Star Candle Manufacturing Company.

FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 18,987.—By virtue of a writ of fieri facias, to me directed by the Honorable the Fourth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the 17th day of March, 1868, at 12 o'clock, M., the following described property, viz:

A CERTAIN SQUARE OF GROUND, situated in the Second District of this city designated by the No 56, bounded by Fifth, Sixth and Toulouse streets, and Carondelet Walk, and measuring 177 feet 10 inches and 5 lines front on Fifth street, 283 feet 3 inches and 5 lines front on Toulouse street, 187 feet 1 inch and 1 line front on Sixth street, and 284 feet 5 inches and 2 lines front on Carondelet Walk; together with all the buildings and improvements thereon, rights, privileges, servitudes, ways and appurtenances thereunto belonging or in any wise appertaining.

Being the same property acquired by the defendants from Mathieu Jules Bujac, as per act passed before Theodore Guyol, late Notary Public in this city, dated November 21st, 1861.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

feb14 23 mh3 10 17

Tertulien Villa vs. Widow A. Labarthe.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 24,642.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on THURSDAY, the second day of April, 1868, at 12 o'clock, M., the following described property, viz:

TWO LOTS OF GROUND situated in faubourg Tremé, in the Second District of this city, in the square bounded by Tremé, Morais, St. Philip, and Ursulines streets; said lots adjoining one another, and making part of the lot designated by the number Twelve, on a plan of 5th June, 1826, deposited in the office of Felix de Armas, late a notary public in this city, by act of 28th July of same year, and measuring, French measure, each, twenty-six feet two inches front on Tremé street, one hundred and twenty feet deep, and twenty-six feet three inches and six lines in the rear, and terminating on both lots numbers eight and nine of said plan; together with the buildings and improvements thereon.

Which said property belongs to defendant, namely for one fifth, she has received in the succession of her deceased father, the other four-fifths, for having purchased the same, from her co-heirs, by act passed before Jos. Cuvillier, notary public in this city, on the 22d April, 1861.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

mh1 8 15 24 ap2

Thomas Janney & Co. vs. Mrs. Margaret S. Brown and James G. Brown.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 24,692.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the 4th day of April, 1868, at 12 o'clock M., the following described property, viz:

1. SEVEN LOTS OF GROUND, together with all the rights, ways and advantages thereunto belonging or in any wise appertaining, situate in the square No. 98, bounded by Prytania, Plaquemines (or Coliseum) Seventh and Eighth streets, in the Fourth District of this city, and designated by the Nos 15, 16, 17, 18, 19, 20 and 21, on a plan drawn by Henry Moellhausen, late architect and surveyor, on the 4th of May, 1844, and deposited in the office of L. Hermann, then a notary public in this city, per act dated 12th June, 1844; said lots 15, 16, 17 and 18 each measure 31 feet front on said Eighth street, by a depth of 125 feet, between equal and parallel lines, lot No 15 forming the corner of Eighth and Plaquemines streets, and lots Nos. 19, 20 and 21 measure each 30 feet front on said Eighth street, by a depth of 125 feet, between equal and parallel lines, all American measure, which seven lots of ground were acquired by Robert C. Hutchinson by purchase from Frederick Wing, by an act executed before Wm Lawrence Poole, notary public in this city, on the 9th of August, 1859.

2. AND A CERTAIN LOT OF GROUND, together with all the improvements thereon, and all the rights, ways, privileges and advantages thereunto belonging or in any wise appertaining, situate in the Fourth District of this city, in the square bounded by Seventh, Eighth, Chestnut and Plaquemines (now Coliseum) streets, designated as lot No. 16, on a plan drawn by Moellhausen, late Surveyor, dated May 4th, 1844, and deposited in the office of Lucien Hermann, late a notary public in this city. Said lot forms the corner of Eighth and Plaquemines (now Coliseum) streets, and measures 32 feet front on Eighth street, by a depth of 125 feet, between parallel lines; and which said property was acquired by Robert C. Hutchinson by purchase from Wm. Code, per act passed before William Shannon, notary public in this city, on the 3d of August, 1865, and which said properties were purchased by defendant, Mrs. Margaret S. Brown, from Robert C. Hutchinson, by act passed before T. O. Starke, notary public in this city, on the 5th of February, 1866.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

mh4 12 20 28 ap4

Widow Mathilde Fortier vs. Amélie Legras.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 20,792.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the 24th day of March, 1868, at 12 o'clock, M., the following described property, viz:

SEVEN LOTS OF GROUND adjoining each other, situated in this Parish, on the right bank of the Mississippi River, at about five miles below the city limits, designated by the numbers from One to Seven, inclusive, on a plan drawn by Gironx and Castaing, architects, on the 17th of February, 1851 and deposited in the office of Theo. Guyol, late a notary public in this city, under the No. 226, and having the following dimensions: Lot number One measures two hundred and eighty-five feet front on the river by forty arpents in depth. Lot number Two measures two hundred and ninety-five feet front on the river by forty arpents in depth. And lots from Three to Seven, inclusive, measure each one hundred and fifty-four feet front on the river by forty arpents in depth, English measure. Together with all the buildings and improvements, rights, servitudes and appurtenances and privileges on said lot of ground, excluding the upper portion of lot number One, measuring thirty feet by forty arpents in depth, bounded on the upper side by the land belonging to the heirs of Caroline Lacoste, and on the lower side by the Victoria plantation, and the property of Hirtz, excluding any buildings, improvements on said portion of ground so excepted.

Seized in the above suit.

Terms—This being the second and last auction, the said property will be definitively adjudicated to the highest and last bidder for what it will bring at twelve months credit, the purchaser to assume the payment of—1st. The mortgage note for $2500 due August 9th, 1868, secured by mortgage on the above described property subscribed by plaintiff's agent, J. D. Augustin to her order, and by him endorsed as agent, said note dated 9th August, 1866, payable on or before two years after date bearing eight per cent interest from date until maturity until paid, and also, the sum of $340, being interest at 8 per cent per annum interest until paid, which was renewed for two years, and falls due, as aforesaid, on the 9th August, 1868.

2d. The mortgage note of $2500, dated October 25, 1865, subscribed by the said defendant, to her own order, and by her endorsed, payable two years after date, with eight per cent per annum interest from date until paid, also secured by mortgage on said property; and the fees for the sale. The purchaser to assume the reversion of the mortgage and the balance of the price of adjudication payable in twelve months, with good and sufficient security, bearing eight per cent interest per annum from date and special mortgage on the property until final payment, and, at the same time, to furnish the said purchaser the amount which is due to the plaintiff, and all taxes due on the property.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

mh6 10 14 18 24

Widow J. B. Bellocq, P. A. Noblom and Pierre Roy vs. their Creditors and the Creditors of Bellocq, Noblom & Co.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 22,543. By virtue of and in obedience to an order of sale rendered March 5th, 1868 and to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, WEDNESDAY, March 18th, 1868, at 12 o'clock M., on account of the creditors of said insolvents and of the risk and peril (folle enchère) of Auguste Bellocq, a minor of Paul Bellocq and of Eugene Bellocq, wife of Fritz Greig, former purchasers, the following described property, viz:

A CERTAIN LOT OF GROUND, situated in the Second District of this city, on Bourbon street, between St. Philip and Ursulines streets, in the square bounded by St. Philip, Ursulines, Bourbon and Dauphine streets, measuring, French measure, forty feet four inches front on Bourbon street, by a depth of fifty-one feet five inches, at which depth the said lot is nine feet narrower and by an additional depth of sixty-eight feet four inches in the rear, together with the buildings and improvements thereon.

Terms—One-third cash, in United States Treasury notes, and the balance on a credit of one, two and three years, from the date of the sale, with eight per cent interest from date and special mortgage on the property sold until final payment.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

mh6 10 13 15 18

CONSTABLE'S SALES.

Arthur Thompson vs. C. Goffaly, owner lugger Sarah.

FOURTH JUSTICE'S COURT—PARISH OF ORLEANS—No. 25,78. By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable Augustin Viavant, Judge of the Fourth Justice's Court, in and for the Parish of Orleans I will proceed to sell at public auction, on FRIDAY, the 20th day of March, 1868, at 12 o'clock, m.—

The lugger SARAH, of 4 tons burthen, as she now lays at the foot of Elmire street, Third District.

Seized in the above entitled suit.

Terms—This being the second and last auction of the said lugger Sarah, will be definitely adjudicated to the highest and last bidder for what she will bring at twelve months credit. The purchaser or purchasers furnishing bond with good and approved security, bearing five per cent per annum interest from date until paid.

mh13 20 P. AD. FORTIER, Constable.

Sale by Consent Constable's Office.

THIRD JUSTICE OF THE PEACE.—We, the undersigned, Plaintiff and Defendant in the above entitled and number d case, hereby agree to the sale of the property to take place on SATURDAY, the 21st day of March, 1868, at 12 o'clock m., at the head of the Old Basin, the lugger "Mississippi," of 8 40-100 tons burthen—her Tackle, Apparel and Spare Sails.

Terms cash, in U. S. Treasury Notes.

CHAS. CATOIR, Constable.

mr 11-3t in 10 d

Factors' and Traders' INSURANCE COMPANY,

39.........Carondelet Street.........39

NEW ORLEANS.

ALL DIVIDENDS IN THIS COMPANY ARE PAYABLE IN CASH.

Amount o Premiums received in the first year (for eight months) of its business, ending 30th April, 1867—$413,626 42.

ASSETS

30th April, 1867.........$546,815 91

The Company continues to issue Policies against Loss and Damage by fire and the perils of rivers and sea at the current rates of premium.

MICHEL MUSSON, President.

HARMON DOANE, Vice President.

ED. A. PALFREY, Secretary.

TRUSTEES:

James Hewitt,	J. J. Warren,
W. A. Johnson,	Wm. Ball,
W. Burbridge,	Robert Pitkin,
Jno. L. Noble,	Alf. H. Isaacson,
Moses Greenwood,	Rich'd Milliken,
Alfred S. Huntington,	Sam'l E. Moore,
Hugh McColl,	Wm. H. Henning,
Marshall J. Smith,	Thos. M. Scott,
I. Caulfield,	Joseph Bloch,
John Chaffe,	J. B. Jennings,
L. H. Terry,	R. T. Buckner,
Jas. D. Blair,	H. H. Ware,
Sam'l Friedlander	

aug11

Stevens House,

21, 23, 25 & 27 BROADWAY, N. Y.

Opposite Bowling Green,

ON THE EUROPEAN PLAN.

THE Stevens House is well and widely known to the traveling public. The location is especially suited to merchants and business men; it is in close proximity to the business part of the city—is on the highway of Southern and Western travel—and adjacent to all the principal Railroad and Steamboat depots.

THE STEVENS HOUSE has liberal accommodations for over 300 guests—it is well furnished, and possesses every modern improvement for the comfort and entertainment of its inmates. The rooms are spacious and well ventilated—provided with gas and water—the attendance is prompt and respectful—and the table is generously provided with every delicacy of the season—at moderate rates. The rooms having been refurnished and remodeled, we are enabled to offer extra facilities for the comfort and pleasure of our Guests.

sept11 6m GEO. K. CHASE & CO., Proprietors.

Choice Lumber for Counters, &c.

10,000 FEET of choice black Walnut LUMBER, suitable for counters, for sale, on reasonable terms, to close a consignment. Also a large lot of YELLOW PINE LUMBER and Tongued and Grooved FLOORING and CEILING.

For sale by ALF. McCONNELL,

feb15 1y 184 Carondelet street

Carpet Warehouse,

No. 19.........Chartres Street.........No. 19

A. BROUSSEAU & CO., IMPORTERS,

OFFER at low prices—

CARPETING—English and American of all kinds. Floor, Furniture and Enamel Oil Cloths.

MATTING—500 rolls China, 100 pieces Cocoa.

WINDOW SHADES, Table and Piano Covers.

CRUMB CLOTHS—Drugget, Linen and Felt.

CURTAINS—Lace, Reps, Worsted, Damask, etc.

FURNITURE COVERING—Linen and Cotton Stripes, etc.

CORNICES, Bands, Pins, etc. sep29 6t

Citizens' Mutual Insurance COMPANY.

TENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement:

Total premiums for the year ending Nov. 30, 1866		$386,315 36
Fire premiums	$231,429 64	
Marine	98,212 61	
River	56,673 70—	$386,315 36
Less unterminated risks	$ 47,946 00	
Returned premiums	2,942 05—	50,888 05
Net earned premiums		$335,427 30
Losses paid:		
Fire losses	$162,194 98	
Marine losses	104,111 22	
River losses	18,047 28	
	$284,353 48	
Re-insurance	10,462 11	
Twenty and twenty-five per cent. returns	20,019 74	
Add expenses, internal revenue taxes, profit and loss, interest on scrip less interest, etc	31,281 81—	296,116 84
Net profits		$ 39,310 65
Net earned premiums 30th Nov., 1866		$335,427 30
Less amount on which twenty and twenty-five per cent. have been returned		176,666 30
Amount participating in profit		$148,761 06
The company have the following assets:		
Bills receivable		$ 38,106 37
Premiums in course of collection		110,967 06
Invested in bank stocks		71,301 50
Loans on pledge		25,427 70
Loans on mortgage		12,267 43
Invested in railroad bonds		9,350 00
Invested in scrip of Insurance company		50,052 00
Cash on hand		30,309 22
		$346,778 28

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

O. GAILLARD, President.

H. CASTAREDE, Secretary.

State of Louisiana, Parish of Orleans, City of Orleans,

Sworn to and subscribed before me this 17th day of December, 1866. PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to declare a scrip dividend of Twenty-five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 30th November, 1866, for which certificates will be issued on and after the second Monday in February next; and have further resolved to pay six per cent. on the outstanding certificates of scrip, on and after the second Monday in February, 1866.

TRUSTEES:

J. Lorber,	A. Miltenberger,
A. Verlein DeGruy	J. Lemore,
John Gauche,	L. Grand,
Jas. A. White,	T. Avendano,
O. Gaillard,	A. H. D'Mesa,
J. A. Stones,	F. Mathes,
	A. Sidault.

Office, No. 3 Carondelet street. jan23

Louisiana Mutual Insurance Co.

THIRTEENTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement:

Total Premiums for the year ending 28th February, 1867		$836,130 13
Viz—Fire Premiums	$403,778 83	
Marine Premiums	201,377 22	
River Premiums	232,974 08	
		$836,130 1
Less Return Premiums	$ 4,413 10	
Less Unearned Premiums	40,294 00	
	$ 44,707 10	
Net Earned Premiums		$791,423 03
Losses Paid:		
Fire Losses	$140,352 86	
Marine Losses	130,989 20	
River Losses	204,175 35	
	$476,517 35	
Reinsurance	43 364 34	
Expenses, Taxes, Interest, Discount, etc	56,273 87	
Discount in lieu of Scrip	77,770 35	
		$653,945 91
Net Profits		$139,477 11
The Company have the following Assets:		
Invested in Real Estate		$ 36,850 52
Invested in Mortgage on Real Estate		65,982 50
Invested in City and other Bonds		82,230 00
Invested in Bank and other Stocks		111,055 00
Invested in Scrip of Insurance Companies		121,727 07
Loaned on Pledges		22,150 00
Bills Receivable		34,958 40
Premiums in course of Collection		161,636 51
Cash on hand		162,833 31
		$739,448 31

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHAS. BRIGGS, President.

J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA. Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me this 19th day of March, 1867.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to declare a Scrip Dividend of Thirty per cent. on the net earned Premiums for the year ending 28th February, 1867, for which certificates will be issued on and after the first day of July next.

Six per cent. interest on all outstanding certificates of Scrip will be paid on the second Monday of May, 1867 to the holders thereof or their legal representatives.

CHAS BRIGGS, President.

ANT. CARRIERE, Vice President.

J. P. ROUX, Secretary.

TRUSTEES.

Charles Briggs,	A. R. Montgomery,
Ant. Carriere,	Chas. Weisner,
Geo. A. Fosdick,	A. Lecourt,
Mason Pilcher,	Frank Williams,
R. Brugier,	Thomas Byrne,
Chas. Lafitte,	John Thornhill,
John S. Maunsell,	W. A. Violett,
P. Anderson,	D. Piaggio,
Alfred Kearny,	Hugh Macdonald,
A. Frerichs,	Harlow J. Phelps,
Geo. W. Dunbar,	Wm. M. Pinckard,
E. F. Stockmeyer,	Henry H. Bryan,
Geo. W. Hynson,	John B. Wallis,
Arch'd Montgomery,	J. B. Ehlers,
Henry J. Voss,	George Foster,
E. Marquese,	Andrew Stewart,

mh21

EIGHTEENTH ANNUAL STATEMENT OF THE

Crescent Mutual Insurance Company,

MAY 23, 1867.

The Trustees, in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company on the 30th of April, 1867.

Fire Premiums for year	$396,093 01	
Marine Premiums for year	160,885 76	
River Premiums for year	284,577 35	
Total	$841,556 02	
Total net earned Premiums		$756,734 54
Paid Fire Losses	$110,482 48	
Marine Losses	124,502 47	
River Losses	287,967 02	
Taxes	33,060 44	
Paid Profit and Loss, Reinsurance, Discount in lieu of Scrip, Interest, General Expenses, less discount	151,821 29—	706,529 71
Net Profits		$48,204 83
The Company have the following Assets:		
Bills Receivable	$40,154 76	
Loans on Bond and Mortgage	82,843 33	
Loans on Pledge of Stocks	22,596 96—	145,595 09
Foreign and Domestic Scrip and Scrip Account		46,186 63
Real Estate		79,000 00
Cash on hand		135,118 97
Consolidated 6 per cent Bonds	$30,000 00	
City Bonds	25,500 00	
Bank Stocks' Account	175,677 17	
Vallette Dry Dock Company	12,000 00	
Merchants' Exchange	1,000 00	
N. O. Lightering and Wrecking Company	500 00—	315,757 17
Due for Premiums in course of collection		79,376 44
Assets		$792,014 35
The Company have also—		
Suspended Notes, Stocks and Bonds		$436,385 21
Forfeited Scrip Account		7,853 54
Interest uncalled for		9,295 56

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS A. ADAMS, Presid

HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS, City of New Orleans,

Sworn to and subscribed before me, this 22d day of May, 1867.

G. H. BRAUGHN, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Company will pay interest at SIX per cent to cash on all the Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in July next.

The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of TWENTY per cent on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30, 1867, for which certificates will be issued on and after the first Monday in August next.

THOMAS A. ADAMS, President.

SAMUEL H. KENNEDY, Vice President.

—Trustees—

John Watt,	C. T. Buddecke,
Sam. B. Newman,	P. H. Foley,
Wm. Edwards,	A. G. Ober,
J. Norman Jackson,	A. Thomson,
P. Simms,	John Phelps.
	L. P. Spyker.

may23tf

Merchants' Mutual Insurance Co. OF NEW ORLEANS.

THIRTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement:

Premiums received during the year ending on 31st May, 1867, including unearned premiums of the previous year		
On Fire Risks		$895,910 49
On River Risks		200,338 05
On Marine Risks		337,231 32
Total Premiums		$1,433,479 86
Less Premiums unearned on 31st May, 1867	$224,182	
Return Premiums	25,955 29—	250,137 2
Net earned Premiums 31st May, 1867		$1,183,342 57
Losses paid during the year:		
On Fire Risks	$311,223 89	
On River Risks	199,719 43	
On Marine Risks	278,627 60	
	$789,570 92	
Taxes	53,650 27	
Reinsurances, expenses, profit and loss, less interest	83,302 44—	926,523 28
Net profits		$256,818
The Company have the following assets:		
Real Estate		$159,617 87
Notes secured by mortgage		501,980 16
Notes secured by pledge		100,007 50
Cash on hand		74,750 32
Premiums in course of collection		95,629 83
City Bonds		56,639 89
Bank and Railroad Stocks		142,735 00
Bills Receivable		113,891 78
Scrips of Mutual Insurance Companies		36,715 16
Stock of Vallette Dry Dock		15,000 00
" Levee Steam Press		5,000 00
" Gas Light Company		5,000 00
" Marine Dry Dock		2,950 00
" Merchants' Exchange		1,000 00
Lightering and Wrecking Company		1,000 00
State Bonds		1,500 00
Total		$1,406,416 49
Less—		
Unclaimed interest and interest, payable in July next, on all outstanding Scrips	$95,364 12	
Thirty per cent. curtailment on Scrip of 1859, payable in July	59,548 50	
Unearned Premiums on 31st May, 1867	224,182	378,994 63
		$1,027,421 81

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.

PAUL FOURCHY, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me this 6th day of June, 1867.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 6th June, 1867, it was resolved to declare a scrip dividend of twenty per cent on the net earned premiums for the year ending 31st May, 1867, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also, to pay on and after the second Monday in July next THIRTY PER CENT CURTAILMENT ON THE SCRIP ISSUE OF 1859, and six per cent. interest on all outstanding scrips of the Company.

DIRECTORS.

John Pemberton,	J Morgan Hall,	David McCoard
P. Maspero,	Pierre Fouta,	E. Z. Reif,
L. F. Generes,	J J. Fernandez,	Chs. Sagory,
E. Dussessoir.	M. Puig	

JACOB OTT, Carpenter.

Special attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS.

Cisterns Made and Repaired.

☞ Orders left at 25 Tivoli Circle, or at L. DURAND, corner Toulouse and Chartres streets, promptly attended to.

Summer Arrangement.

PARENTS and Young Gentlemen can make liberal arrangements, and themselves and sons be qualified, by early fall, for positions worth $1000, $2000, or $3000 per annum, if they apply at DOLBEAR COMMERCIAL COLLEGE, corner of Camp and Common streets, immediately. A Business Education is the best fortune for young Gentlemen. There are Professors for Penmanship, Bookkeeping, Commercial Calculations, Commercial Law, English, French, Spanish, German, Latin, Greek, and the higher Mathematics.

RUFUS DOLBEAR, President.

may 30 1y

LEGAL NOTICES.

STATE OF LOUISIANA—SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—The State of Louisiana, to all whom these presents shall come, greeting:

Whereas, Jean Baptiste Letorey has purchased at a sale made by the Sheriff of the Parish of Orleans, the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale was recorded on the 18th day of February A. D., 1868, for a monition, or advertisement, in conformity to an Act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled "An Act relative to monitions and mode of proceeding;" approved the 15th day of March, 1855.

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana, and of the Second District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements in time, or manner of sale, or for any defect whatsoever; to show cause, within thirty days from the day the monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by the Sheriff of the Parish aforesaid, on the Fourteenth day of January, A. D., 1868, by virtue of two decrees of this Court, one rendered on the 29th day of March, 1866, and the other on the 12th day of December, A. D. 1867, in a suit entitled, Jean Baptiste Letorey vs. succession of Felix J. Forstall, No. 26,868, of the docket of this Court, at which sale Jean Baptiste Letorey became the purchaser for the price of Eighty thousand dollars, ($80,000.)

Description of property, as given in the Judicial Conveyance, viz:

1. A CERTAIN SQUARE OF GROUND, together with all the buildings and improvements thereon, known as the Mississippi Cotton Press, and all the rights, privileges, customs, ways, servitudes and appurtenances thereunto belonging, or in any wise appertaining, situated in the First District of the city of New Orleans, bounded by Tchoupitoulas, Market, Richard and Religious streets, and measuring three hundred and nineteen feet eight inches and four lines front on each of said Tchoupitoulas and Religious streets, and two hundred and fifty-five feet nine inches and two lines front on each of said Market and Richard streets, agreeably to a plan drawn by James Gallier, Architect, on the 5th day of February, 1843, deposited in the office of H. B. Cenas, late a notary public in this city.

2. A CERTAIN PORTION OF GROUND, together with all the buildings and improvements thereon, known as the Brask Cotton Press (formerly Branch Warehouse) and all the rights, privileges, customs, ways, servitudes and appurtenances thereunto belonging, or in any wise appertaining, situated in the same district, in the square bounded by Market, Tchoupitoulas, Religious and St. James streets, and measuring two hundred and fifty-five feet nine inches and fifty-nine feet ten inches and one line front on each of Tchoupitoulas and Religious streets, agreeably to a plan drawn by James Gallier, architect, on the 5th of February, 1843, and deposited in the office of said Cenas. Now, all the above being in American measure.

Being the same property the deceased acquired by purchase from plaintiff, per act passed before P. C. Cuvillier, notary public in this city, on the 1st day of November, 1860. Plans thereof were on exhibition at the Exchange some days previous to that of sale.

Clerk's office, Second District Court of New Orleans, this 18th day of February, 1868.

feb 9 20 mh4 18 P. R. O'RORKE, Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 8th day of February, 1868, judgment was rendered in this Court, in the following entitled suit, in the words and figures following, to-wit: No. 20 500—Madame Louise Eliza Joucheverry, wife of Lucien Allibert, vs. her husband. This cause came up to-day; Duvigneaud for plaintiff; Buisson for defendant. When after hearing pleadings and evidence, and the Court being of opinion that the law and the evidence adduced are in favor of plaintiff—it is adjudged and decreed that there be judgment for the plaintiff, Louise Eliza Joucheverry, against the defendant, Lucien Allibert, her husband, decreeing a separation from bed and board, to have the care and guardianship of their children.

Judgment signed February 13th, 1868.

(Signed) G DUPLANTIER, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 28th day of February, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the Independence of the United States.

feb29-14-21 march ZACK J. DOWTY, Dep. Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA.—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 24th day of February, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to-wit—Maria Emma Guerineau, wife of Felix Greeves, vs. Felix Greeves. No. 18,971—On motion of Frank Haynes, attorney for the plaintiff in this cause, and upon submitting due proof of her demand and by reason of the law and the evidence being in favor of plaintiff—It is adjudged and decreed, that the judgment by default therein entered on the 19th instant be now confirmed; that plaintiff, Maria Emma Guerineau, do have and recover of the defendant, Felix Greeves, her husband, the sum of Twenty Thousand Dollars, with mortgage on the real estate of her said husband, situated in St. Charles street, corner of Commercial Alley, and known as Dubois Row—which mortgage to bear date 17th April, 1863—with legal interest on said sum from judicial demand; and that there be judgment herein decreeing a separation of property between the said parties, and that defendant pay the costs of this suit.

Judgment signed February 28th, 1868.

[Signed] CHAS LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court at the city of New Orleans, on this 5th day of March, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the independence of the United States.

mh 6 & in 30d A. D. BERNOUDY, Deputy Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 11th day of February, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to-wit: No. 20,655—Marianne Dazet, wife of Ferdinand Cais, vs. Her Husband. On motion of Fred Buisson, attorney for plaintiff, and on plaintiff producing to the Court due proof in support of her demand and by reason of the law and evidence being in favor of plaintiff. It is ordered, adjudged and decreed that judgment be rendered in favor of plaintiff Marianne Dazet and against her husband, Ferdinand Cais, decreeing a separation from bed and board, to take place between the parties and condemning the said defendant to pay the costs.

Judgment signed February 19th, 1868.

(Signed) G. DUPLANTIER, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on the 19th day of February, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-eight and the ninety-second year of the Independence of the United States. ZACK J. DOWTY, Deputy Clerk.

mh6 3t30d

STATE OF LOUISIANA—SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—State of Louisiana, to all whom these presents shall come—Greeting:

Whereas Hermann T. Schilling has purchased from the widow and heirs of James L. Powers, by act passed before Andrew Hero, notary public, on the 28th day of February, 1868, and in confirmation of an adjudication made by N. J. Hoey, auctioneer, the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale was recorded on the 6th day of March, A. D., 1868, for a monition, or Advertisement, in conformity to an Act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled "An act relative to monitions and mode of proceeding;" approved the fifteenth day of March, 1855.

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana, and of the Second District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements, in time, or manner of sale, or for any defect whatsoever, to show cause, within thirty days from the day the monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by N. J. Hoey, auctioneer, on the fifteenth day of February, A. D., 1868, by virtue of a decree of this Court, rendered on the tenth day of January, A. D., 1868, in a suit entitled James Lewis Powers vs. Eleanor C. Girardin et als, No. 18,053 of the docket of this Court, at which sale Herman T. Schilling became the purchaser for the price of Eight thousand dollars, ($8,000).

Description of property, as given in the Judicial Conveyance:

A CERTAIN LOT OF GROUND, together with the improvements thereon, and all the rights, ways, privileges and appurtenances thereunto belonging, situated in the First District of this city, in the square bounded by St. Charles (late Nayades), Erato, Carondelet and Calliope streets, designated by the letter "B" on a plan drawn by L. Reinstein, surveyor, dated the twenty-sixth day of November, eighteen hundred and sixty-eight, and deposited in the office of A. Hero, Jr., notary, as plan No. twenty-two, measuring thirty-one feet seven inches and five lines front on St. Charles street, by a depth of one hundred and twenty-seven feet and two lines, American measure, which the late James Lewis Powers acquired by purchase from Louis Lubin, by act passed before [illegible] Caudrin, a notary in this city, on the fifteenth day of August, one thousand eight hundred and fifty-five.

Clerk's office, Second District Court of New Orleans, March 6th, 1868.

mh6 3t in 30d P. R. O'RORKE, Clerk.

Succession of Julien Adolphe Lacroix.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 31,332—Whereas, Widow Julien Adolphe Lacroix, has petitioned the Court for Letters of Administration on the vacant of the late Julien Adolphe Lacroix deceased, intestate. Notice is hereby given to all whom it may concern, to show cause within ten days why the prayer of the said petitioner should not be granted. By order of the Court.

mh11 15 20 P. R. O'RORKE, Clerk.

Alfred A. Fuselier vs His Creditors.

FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 16,272.—Notice is hereby given to the creditors of the insolvent, and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification (if any they have or can) why the account presented by the syndic of the creditors of the insolvent should not be homologated and approved, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.

mh6 10 15 A. D. BERNOUDY, Deputy Clerk.

Succession of Charles A. Keefer.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 29,377.—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification (if any they have or can) why the account presented by the curator of this estate should not be homologated and approved, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court. P. R. O'RORKE, Clerk.

mh7 11 15

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—Succession of Madame Catherine Caro—No. 28,85—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification (if any they have or can) why the account presented by the executor of this estate should not be homologated and approved, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.

mh13, 17, 20 P. R. O'RORKE, Clerk.

New Orleans Jackson and Great Northern Railroad Company.

THROUGH RATES OF FREIGHT.

St. Louis, Louisville, Cairo, Columbus, Rome, Atlanta, Macon, Augusta, and Charleston.

TRANSPORTATION DEPARTMENT, New Orleans, January 1st, 1868.

SHIPPERS are respectfully informed that this Company is now giving Through Bills Lading to the above points.

All claims for loss, damage, or overcharge, will be promptly settled at point of delivery.

For further information inquire at the Depot, on Calliope street, or at the Company's office, No. 44 Carondelet street.

JAMES YONGE, General Freight Agent.

T. S. WILLIAMS, General Superintendent.

jan14 3m

PONTCHARTRAIN RAILROAD

FALL AND WINTER ARRANGEMENT.

ON and after September 17th, 1867, the trains on this road will leave as follows:

FROM CITY END.				FROM LAKE END.			
o'clock	A. M.	horse cars	st'm train	o'clock	A. M.	st'm train	
6	..	..		6½	..	..	
7	..	..		7½	..	..	
8	..	..		8½	..	..	
9	..	..		9½	..	..	
10½	..	..		11½	..	..	
12	..	..		1	P M	..	
2	P M	..		2½	..	..	
3	..	..		3½	..	..	
4	..	..		4½	..	..	
5	..	..		5½	..	..	
6	..	..		6½	..	..	
7	..	..					

☞ Fare to and from the Lake, same day, 25 cents.

☞ Passengers for Gentilly must notify the Conductor prior to departure of cars. Fare 10c each way.

GEORGE PANDELY, General Superintendent.

nov7 tf

Weights of Various Kinds of Produce per Bushel.

[According to custom established in the Cincinnati Market.]

Articles.	Pounds.
Apples (dried)	25
Bran	20
Barly	48
Beans white	60
Beans castor	
Buckwheat	50
Coal, stone	80
Corn, shelled	56
" in Ear	
" Meal	
Hair, plastering	
Lime, unslacked	
Malt, barley	34
Malt, Rye	40
Oats	33
Onions	56
Peaches (dried)	33
Potatoes, Irish	
" sweet	
Peas	56
Rye	10
Seed Blue Grass	56
Seed, Clover	56
" Flax	56
" Hemp	45
" Timothy	44
" Hungarian Grass	50
Salt, Coarse	
" Fine	
Sand	
Turnips	
Wheat	60

THE NEW ORLEANS DAILY BEE,

DUFOUR & LIMET, PUBLISHERS.

Office, No. 73 Chartres Street.

RATES OF ADVERTISING

Squares:	1 month net.	2 mos. net.	3 mos. net.	6 mos. net.	12 mos. net.
One	$12	$22	$30	$58	$75
Two	22	38	50	80	125
Three	28	46	70	110	175
Four	33	57	90	140	225
Five	46	80	105	170	275
Six	54	105	120	200	325
Seven	60	105	135	230	375
Eight	65	115	150	260	420
Nine	70	125	165	290	460
Ten	75	135	180	320	500
Eleven	80	145	195	350	540
Twelve	85	155	210	380	580
Thirteen	90	165	220	410	620
Fourteen	95	175	230	430	660
Fifteen	100	185	240	450	700
Thirty	175	290	450	750	1200

SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867:

Premiums received during the year ending December 31, 1867, including unterminated risks of 1866		$321,580 00
Premiums on Marine Risks	$ 42,002 34	
Premiums on River Risks	107,250 23	
Premiums on Fire Risks	172,337 43	
		$321,590 0
Less Return Premiums	1,599 00	
Less Premiums on Risks not terminated in 1867	39,851 00	
		41,450 00
Net earned Premiums year December 31, 1867		$280,139 10
Losses paid during same period:		
On Marine Risks	25,980 74	
On River Risks	109,82 84	
On Fire Risks	30,297 46	
	166 085 14	
Re-Insurance	12,947 3	
Expenses, Taxes, Interest on Scrips, etc., less Discount and Interest	38,709 31	
		$ 217,740 78
Remaining		62,398 32
Twenty-five per cent and fifteen per cent returned in lieu of Scrip		57,391 22
Reserved for Unadjusted Losses		5,007 10
The Company have the following assets:		
347 Bonds City of New Orleans of $1,000 each		347,000 00
35 Bonds State of Louisiana of $1,000 each		35,000 00
36 Bonds State of Louisiana of $500 each		18,000 00
68 Bonds St. Charles Hotel Company of $1,000 each		68,000 00
80 U. S. 5-20 Bonds of—$500 each		40,000 00
5 shares Vallette Dry Dock Company—$1000 each		5,000 00
800 shares Bank of New Orleans—$50 each, valued at $30	24,000 00	
650 shares Union Bank of New Orleans—$75 each, valued at $50	32,500 00	
845 shares Canal Bank—$50 each, valued at $50	42,250 00	
500 shares Mechanics' and Traders' Bank—$50 each, valued at $50	25,000 00	
125 shares Crescent City Bank—$50 each, valued at $15	1,875 00	
100 shares Merchants' Bank—$40 each, valued at $15	1,500 00	
		$127,125 00
Cash on hand		51,693 50
Real Estate No. 78 Camp street		50,000 00
Loans on Pledge		62,415 00
Bills Receivable	12,745 50	
Less Bad and Doubtful	6,544 14	
		6,201 45
Outstanding accounts in course of Collection	79,056 62	
Less Bad and Doubtful	19,211 65	
		59,844 97
Scrips of other Insurance Companys		8,444 00
Total Assets		$875,734 02

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

ALFRED MOULTON, President.

A. W. HUNTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, PARISH OF ORLEANS CITY OF NEW ORLEANS.

Sworn to, and subscribed before me, this 14th day of January, 1868.

PARIS CHILDRESS, Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash, on all outstanding Certificates of Scrip, to the legal holders thereof, on and after the Second TUESDAY in February next; and they have further

Resolved, That in view of the depreciation of the Assets of the Company, the Scrip issues of the years 1858, 1859, 1860 and 1861, be and they are hereby called in (in accordance with the requirements of the Charter) for a Reduction of Twenty-five Per Cent on each issue, and that the said Scrips shall be surrendered for reduction on payment of the annual interest, as declared by a resolution of this Board adopted this day.

ALFRED MOULTON, President.

WM. M. PERKINS, Vice President.

A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES.

E. K. Converse,	B. P. Ethell,
Robert Hare,	Jos N. Isenhour,
Jos Hoy,	J H Ludwigsen,
Alfred Moulton,	A. H. May,
J. M. Allen,	J. T. Moore,
Jno C Rogers,	W M Perkins.

Jan17 1m

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY, New Orleans, 23d Jan., 1868.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT OF THE AFFAIRS OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS for the year ending December 31st, 1867.

Amount of Premiums for the year ending 31st December, 1867, viz:		
On Fire Risks	$166 471 55	
On Marine Risks	65,930 61	
On River Risks	85,072 24	
	317,474 71	
Add unterminated risks, for 1866	66,583 00	
		$384,057 71
Deduct unterminated risks for 1867	60,418 00	
Return premiums for 1867	2,566 14	
		$ 63,014 64
Net earned premiums 31st Dec., 1867		$321,075 07
Losses paid during same period, viz:		
On Fire Risks	$32,951 12	
On Marine Risks	39,641 76	
On River Risks	35,022 94	
		116,715 82
Add re-insurances	2,777 75	
Dis. on Prem	48,486 87	
		50,974 62
Expenses, Taxes, Rent Account, Profit and Loss, etc., less discount and interest		71,610 31
Reserved for payment of interest on Scrips due in 1868		55,213 16
		$284,515 85
Net profits		$ 37,161 82
The Company have the following Assets, viz:		
Two hundred and nine Consolidated City Bonds valued at 80c		$167 200 00
One hundred and twenty-four N. O. J. and G. N. R. R. City Bonds, valued at 70c		86,800 00
One hundred and two N. O., O and G. W. R. R. City Bonds, valued at 70		71,400 00
Twenty five Pontchartrain R. R. City Bonds, valued at 70c		17,500 00
Four Opelousas R. R. State Bonds, valued at 50c		2,000 00
Six Mexican Gulf R. R. State Bonds, valued at 50c		3,000 00
Nine Vicksburg, S and Texas R. R. State Bonds, valued at 50c		4,500 00
Bank and Gas Stocks, etc		165,456 00
Loans on Pledge		25,100 00
Loans on Mortgage		53,600 00
Bills Receivable		11,396 38
Premiums due in course of collection		47,183 02
Scrips of other Insurance companies		12,460 00
Uncurrent funds		4,000 00
Coupons on City Bonds due, not collected		13,808 00
Cash on hand		84,974 41
		$767,768 81

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS SLOO, President.

THOS. ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 23d day of January, 1868.

PARISH CHILDRESS, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding certificates of profits, on and after the second Monday of February next. And they have further declared a Scrip dividend of Thirty-Five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending December 31st, 1867, for which certificates will be issued on and after the 16th day March next. THOMAS SLOO, President.

JOHN G. GAINES, Vice President.

THOS. ANDERSON, Secretary.

DIRECTORS

Jno. G. Gaines,	E. J. Hart,
Henry Renshaw,	Jno C Rocks,
H. T. Lonsdale,	J. H. Stauffer,
R. Biscoe,	J. B. Bres,
J. C. Barelli,	Thos Sloo,
	Theo. A. James

jan24tf

GENERAL TRANS-ATLANTIC COMP'Y.

REGULAR LINE FROM NEW ORLEANS TO ST. NAZAIRE, Corresponding with all the Antilles and Pacific Ocean Ports.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 1st fore and aft deck or 2d aft deck, $220 in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 2d fore deck, $125 in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, steerage, $100 in gold.

Children under three years old, free.

Children over three years and under eight, pay quarter price.

Children over eight and under twelve, pay half price.

Children over twelve years pay full fare.

For every two children paying half price and to four children paying quarter price, there will be granted one bed.

In case there should be several children under three years in one family, only one will be allowed the privilege of free passage, the others will pay quarter price.

Servants attached to the passengers will pay the same as steerage passage.

Through tickets for the round trip are given with a discount of 25 per cent., provided the traveler makes his return trip on one of the Company's vessels, within six months after the sailing of the vessel in which he took passage from this port. These tickets are not transferable.

Fourth class passengers will furnish their meals.

One stateroom with two beds taken up for the special use of one passenger will be paid at the rate of one and one-half passage.

All passage by this line is payable in gold.

From and after the 18th of February the French steamship GUYANE will leave regularly every month for Havana, in order to connect with the steamers of the General Trans-Atlantic Company plying between St. Nazaire and Vera Cruz.

For passage apply to VICTOR PERRILLAT, Agent, No. 12 [illegible] street.

ly31f

Succession of Rev. J. F. [illegible]

PARTIES having claims against the above estate are requested to present them within ten days from this day, and those indebted to same will please pay in the hands of LEON SERE, Testamentary Executor, 43 Baronne street.

NEW ORLEANS, March 10 1868.

mh10-3t in 10d